

AVRIL 2026

Revue Suisse

La revue des
Suisse·ses de l'étranger

**Tradition sur mesure: un costume
tissé d'histoire et de patriotisme**

**Quelle croissance la Suisse peut-elle supporter?
Le peuple vote sur un plafonnement de la population**

**De nouveaux sons chez les protestants
avec une paroisse pour les fans de metal**

Résilier les bilatérales, priver les Suissesses et les Suisses de l'étranger de leurs droits ?

Initiative
du chaos de
l'UDC:
NON

le 14
juin

Devenez
membre du
PS International
dès maintenant !



Les services consulaires
partout, facilement accessibles
depuis vos appareils mobiles

 Guichet en ligne DFAE
Online-Schalter EDA
Sportello online DFAE
Online desk FDFA

www.dfae.admin.ch Santiago du Chili (2023)



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

**La Suisse
en poche**

SwissInTouch.ch
L'application pour la communauté
des Suisses de l'étranger

swissintouch.ch

Disponible exclusivement ici



**Swiss
CommunityDays**

21 août 2026 - Seehotel Waldstätterhof
22 août 2026 - Place des Suisses de l'étranger

Venez nous retrouver sur la place des Suisses de l'étranger à Brunnen
pour un échange enrichissant sur des thèmes qui nous unissent tous.

Nos partenaires

Save the date!

4 En profondeur

Combien d'immigrés la Suisse peut-elle accueillir?

12 Société

Dans son atelier de couture, Monika Bögli fait vivre une tradition

15 Chiffres suisses

Un pays épris d'ordre... et de poules

16 Reportage

Qu'est-ce qui attire tant de Suisses sur l'eau?



Photo Stéphane Herzog

Actualités de votre région**20 Nouvelles**

Le drame de Crans-Montana aura de longues répercussions en Suisse

22 Politique

Le peuple soutient les médias de service public

L'accès au service civil se complique

26 Société

Du heavy metal à l'église

28 Portrait

Louis Jucker met des maux en musique

28 Nouvelles du Palais fédéral

Les sociétés de bienfaisance au secours des Suisses de l'étranger

32 SwissCommunity

Photo de couverture: le costume traditionnel de fête des Rhodes-Intérieures se distingue par son abondance de détails et sa coupe extrêmement sophistiquée.

Photo Silvan Bucher, Agentur syn, Stans

Entre réussite et étroitesse

En Suisse, la croissance est forte, voire trop rapide pour certains. Le pays compte un nouvel habitant toutes les 6 minutes et 54 secondes. Une anecdote statistique? Non: un des plus grands débats de notre temps.



La Suisse compte plus de neuf millions d'habitants. Et pourrait en abriter plus de dix millions dans quelques décennies. Pour beaucoup, il s'agit là d'un signe de la vigueur économique du pays. Pour d'autres, d'un motif d'inquiétude. L'initiative «Pas de Suisse à 10 millions!», qui sera mise en votation le 14 juin 2026, entend plafonner la population et endiguer l'immigration de manière stricte.

Or, sans immigration, beaucoup de choses ne tourneraient pas rond. Dans les hôpitaux, sur les chantiers, dans les restaurants ou les centres de recherche travaillent des employés du monde entier. Ils contribuent à la prospérité économique de la Suisse et aident à amortir les conséquences d'une société vieillissante. En même temps, les villes et les agglomérations constatent que la croissance a un prix: les logements se font rares, les trains de pendulaires sont bondés, l'environnement et les infrastructures sont soumis à une pression croissante.

On peut se sentir à l'étroit dans les lieux les plus inhabituels. Près de 100 000 bateaux privés sont enregistrés en Suisse (p. 16). Il est aussi ardu de trouver une place d'amarrage à Genève qu'un logement à Zurich. Les listes d'attente sont longues et les places, rares. Faudrait-il donc plafonner aussi, outre le nombre d'habitants, celui des bateaux?

Mais trêve de plaisanterie, car l'initiative ne prête pas à rire pour les plus de 530 000 Suisses vivant en Europe. La libre circulation des personnes actuellement en vigueur fait qu'il est facile de s'établir dans un pays de l'UE, d'y travailler ou d'y fonder une entreprise. Son abrogation pourrait impacter la vie et le statut de séjour de nombreux Suisses de l'étranger. À terme, la fixation d'un plafond entraînerait la fin de la libre circulation. Par conséquent, la votation du 14 juin aura aussi valeur de test pour les futures relations entre la Suisse et l'Europe.

Ce débat montre que le modèle de réussite suisse est mis à l'épreuve. Pourtant, le pays a aussi d'autres histoires à raconter. Par exemple, celle d'une tailleuse de costumes traditionnels, qui habille ses clientes de «morceaux de patrie» (p. 12). Ou encore celle d'une paroisse officielle rassemblant des fans de metal (p. 26). La réussite suisse ne serait-elle pas le fruit de ce mélange entre tradition et renouveau? À une période où les gros chiffres font l'actualité, il serait peut-être bon d'observer de plus près les petites histoires qui se cachent derrière.

WALTER SCHMID, RÉDACTEUR EN CHEF

La «Revue Suisse», magazine d'information de la Cinquième Suisse, est éditée par l'Organisation des Suisses de l'étranger.



Combien d'immigrés la Suisse peut-elle accueillir?

Jamais la Suisse n'avait encore compté autant d'habitants. Son économie florissante suscite une forte immigration. Ce qui assure sa prospérité, mais pose aussi quelques problèmes. La Suisse sera-t-elle bientôt surpeuplée?

THEODORA PETER ET SUSANNE WENGER

La Suisse compte plus de 9 millions d'habitants. C'est trois fois plus qu'au début du XX^e siècle. Dans les années d'après-guerre, c'est l'essor de la natalité qui avait provoqué une croissance rapide de la population et, depuis l'an 2000, c'est l'immigration qui s'en charge. Depuis 2002, les travailleurs de l'Espace économique européen peuvent prendre un emploi en Suisse et faire venir leur famille. L'introduction de la libre circulation des personnes avec l'Union européenne (UE), en contrepartie, a permis aux Suisses de s'installer dans l'espace européen et d'y travailler. Aujourd'hui, plus de 530'000 Suisses vivent dans un pays européen.

L'ouverture du marché du travail a provoqué une forte immigration en Suisse. Depuis le début des années 2000, le nombre d'habitants a augmenté de 2 millions pour s'établir à 9 millions de personnes actuellement. En tout, 2,4 millions d'étrangers vivent en Suisse, ce qui correspond à 26 %

de la population totale. Deux tiers d'entre eux viennent d'un pays européen, surtout d'Italie, d'Allemagne, du Portugal et de la France.

10 millions d'habitants d'ici 2040

D'après les prévisions de l'Office fédéral de la statistique (OFS), la population résidente de la Suisse pourrait atteindre 10 millions d'ici 2040, et 10,5 millions d'ici 2055. Ce scénario de référence s'appuie sur l'hypothèse que l'immigration continuera à progresser comme jusqu'ici. L'économie suisse a besoin de nouvelle main-d'œuvre: ces prochaines années, il y aura davantage de départs à la retraite que d'entrées sur le marché de l'emploi. L'immigration freine le vieillissement démographique, mais ne peut pas l'arrêter. Les plus de 65 ans représentent désormais près de 20 % de la population, et ce chiffre grimpera à 25 % d'ici 2055.

Les travailleurs immigrés font tourner l'économie, paient des im-

pôts et participent au financement de la prévoyance vieillesse. Pourtant, la croissance rapide de la population crée un malaise: on parle même de «stress dû à la densité de la population». Les conséquences de ce phénomène sont perceptibles surtout dans les centres-villes, où l'espace habitable se raréfie (à ce sujet, voir aussi pp. 9–10). Près des deux tiers de la population suisse se concentrent déjà sur le Plateau, entre le lac Léman et le lac de Constance. En raison de cette densité, les pendulaires se retrouvent bloqués dans les embouteillages aux heures de pointe ou se pressent dans des trains, bus et trams bondés. Les responsables politiques ne restent pas les bras croisés: le Conseil fédéral prévoit des investissements de plus de 40 milliards de francs dans le réseau des transports d'ici 2045.

Une initiative UDC exige un plafonnement

Pour l'Union démocratique du centre (UDC), cette croissance «incontrôlée» de la population va trop loin. Le 14 juin 2026, le peuple se prononcera sur son initiative «Pas de Suisse à 10 millions!». Concrètement, l'UDC propose d'inscrire dans la Constitution que la population résidente permanente du pays ne doit pas dépasser 10 millions de personnes avant 2050.

Les conséquences de la croissance sont perceptibles surtout dans les centres-villes et dans les transports, car la Suisse compte de plus en plus de pendulaires. Ici, la gare de Lucerne.
Photo Keystone





La Suisse compte plus de 9 millions d'habitants, dont les deux tiers se concentrent sur le Plateau. À droite, vue sur Zurich depuis l'Uetliberg.
Photo Keystone

Dès que le seuil de 9,5 millions serait atteint, les autorités devraient agir pour endiguer l'immigration. D'après les pronostics de l'OFS, ce scénario pourrait intervenir dans les 5 à 10 prochaines années déjà. Le but ultime de l'initiative de l'UDC est la résiliation de l'accord de libre circulation des personnes avec l'UE si, après le dépassement du seuil fixé, «aucune clause d'exception ou de sauvegarde n'a pu être négociée ou invoquée».

Il y a six ans, les Suisses se sont clairement déclarés favorables au maintien de la libre circulation des personnes: ils ont été près de 57 % à rejeter l'initiative de l'UDC «Pour une immigration modérée». En 2014, toutefois, le parti anti-immigration avait remporté un succès dans les urnes, quand le peuple avait accepté l'initiative «Contre l'immigration de masse»

Avec son initiative «Pas de Suisse à 10 millions!», l'UDC vise à mettre fin à la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE.

La votation du 14 juin 2026 sera un test pour la voie bilatérale.

à 50,3 % des voix. Mais les plafonds exigés n'ont finalement pas été mis en place, le gouvernement et le Parlement n'ayant pas voulu prendre le risque d'une rupture avec l'UE. Ils ont préféré miser sur une meilleure exploitation du potentiel de la main-d'œuvre en Suisse.

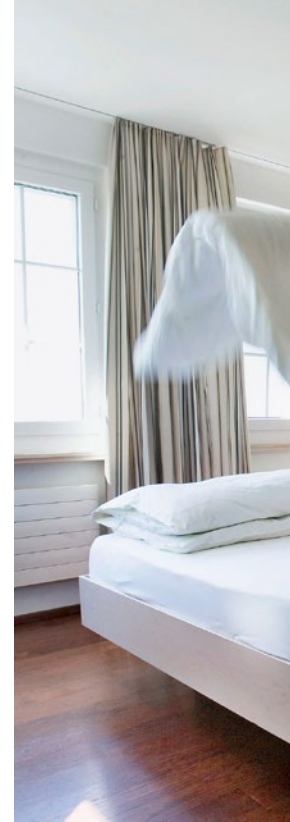
Un tournant pour la politique européenne?

Pour les autorités, l'initiative de l'UDC contre une «Suisse à 10 millions» menace aussi la voie bilatérale: la résiliation de l'accord de libre circulation des personnes rendrait également les autres accords caducs. Les Suisses vivant dans l'espace européen pourraient aussi en faire les frais, car leur droit de séjour est lié à la libre circulation des personnes.

Le Conseil fédéral, la majorité du Parlement, les cercles économiques et les syndicats s'opposent à cette initiative «radicale», qui, à leurs yeux, menace les emplois et la prospérité. Le gouvernement admet que l'immigration et la croissance de la popu-

lation constituent des «défis» pour la Suisse, par exemple sur le marché du logement. Il prévoit donc d'investir davantage de fonds publics dans la construction de logements aux loyers abordables.

Sur le plan de la politique européenne, la votation du 14 juin 2026 arrive à un moment délicat. En mars, le Conseil fédéral et la Commission européenne ont signé, après de longues négociations, un nouveau paquet d'accords («Revue» 2/2025) qui renouvelle et étend les accords bilatéraux. Il contient également une «clause de sauvegarde», grâce à laquelle la Suisse pourrait limiter l'immigration en cas de «graves problèmes économiques ou sociaux». Quand et comment ce mécanisme sera-t-il activé? La question reste ouverte et fera sans doute couler beaucoup d'encre. Après le Parlement, qui doit encore ratifier les accords, la population aura le dernier mot, probablement en 2028.



Plus de la moitié des immigrants viennent en Suisse pour travailler. Ils contribuent à la croissance économique et au bon fonctionnement du système de santé.

Les immigrants jouent un rôle important sur le marché suisse de l'emploi: ils construisent des routes et des maisons, soignent les patients des hôpitaux, programment des ordinateurs ou développent de nouveaux produits. À la fin de 2025, environ 1,9 million d'étrangers travaillaient en Suisse: ils représentent désormais 35% de la main-d'œuvre du pays, contre 25% il y a 20 ans. La part de la population active suisse, quant à elle, se réduit: la génération des baby-boomers (nés entre 1946 et 1964) a pris sa retraite ou la prendra bientôt, et la relève fait défaut en raison du faible taux de natalité.

80% des travailleurs étrangers viennent de pays de l'Espace économique européen. Près d'un million d'entre eux ont rejoint la Suisse depuis l'introduction de la libre circulation des personnes. Les accords bilatéraux avec l'Union européenne (UE), entrés en vigueur en 2002, permettent aux entreprises suisses d'accéder librement au marché intérieur européen et de recruter aisément des professionnels qualifiés dans les pays de l'UE/AELE. La plupart des étrangers

travaillent dans des secteurs économiques très demandeurs en main-d'œuvre, par exemple la gastronomie ou le bâtiment. Dans certains métiers, comme maçon ou poseur de revêtements de sol, la part des étrangers atteint même 60%.

Dans le domaine du bâtiment, en plein essor, les besoins en main-d'œuvre qualifiée sont particulièrement importants en ce moment: les carnets de commandes sont pleins et le chiffre d'affaires est en hausse. On construit davantage de logements, et les pouvoirs publics investissent dans l'extension des infrastructures. La Société Suisse des Entrepreneurs pense que la demande de main-d'œuvre continuera d'augmenter, notamment parce que les métiers ma-

D'après une étude de la Banque nationale, la Suisse pourrait manquer de 400'000 travailleurs d'ici dix ans.

nels manquent d'apprentis. Dans le bâtiment, l'industrie des machines et l'hôtellerie, des milliers de places d'apprentissage restent vacantes chaque année.

L'offensive pour la formation ne suffit pas

La demande de main-d'œuvre est constante aussi dans le secteur de la santé, en pleine croissance. Entre 2010 et 2020, 188'000 nouveaux emplois y ont été créés, comme le montre un rapport de l'Observatoire sur la libre circulation des personnes. Près d'un tiers de ces emplois ont été confiés à des travailleurs de l'UE/AELE. Au Tessin et dans la région lémanique, la part de la main-d'œuvre étrangère est nettement plus importante: de nombreux pendulaires franchissent tous les jours la frontière italienne ou française pour venir travailler dans des établissements de santé suisses.

Parmi les médecins en exercice, plus de 40% viennent de l'étranger, et la moitié d'entre eux d'Allemagne. Pour réduire cette dépendance à la main-d'œuvre étrangère, la Confédération et les cantons ont augmenté ces dernières années le nombre de places d'études en médecine humaine dans les universités suisses. Cette offensive pour la formation ne couvre cependant pas entièrement les besoins, comme le montrent les chiffres

Les immigrants jouent un rôle clé sur le marché suisse de l'emploi. La plupart travaillent dans des secteurs économiques très demandeurs en main-d'œuvre, par exemple dans des restaurants ou des hôtels, comme sur les photos du milieu et de gauche. Photos Keystone



À droite: un travail posté exigeant. Le secteur de la santé, en pleine croissance, a lui aussi besoin de travailleurs étrangers qualifiés.
Photos Keystone

Témoignage d'une immigrée repartie chez elle

La journaliste Anne-Careen Stoltze (48 ans) a quitté l'Allemagne en 2006 pour venir s'installer en Suisse. 13 ans plus tard, elle rentre dans son pays avec sa famille.

«Je suis venue en Suisse par amour. En 2004, quand j'ai rencontré mon futur mari, je vivais à Brême, où j'étais stagiaire dans un journal. Matthias, qui vient de Hambourg, travaillait quant à lui déjà à Berne. À l'époque, les hôpitaux suisses cherchaient à attirer des étudiants en médecine allemands pour des stages et des assistanats.

Après deux ans de trajets en train de nuit entre Brême et Berne, nous avons décidé de poser nos valises en Suisse. Tandis que Matthias poursuivait sa formation en médecine spécialisée, je suis parvenue à mettre un pied dans le journalisme. Puis, la crise des médias a atteint la Suisse et j'ai perdu mon emploi, alors que j'étais enceinte. J'ai bien été indemnisée, mais j'ai pris conscience pour la première fois à quel point les mères sont mal protégées et les parents, peu soutenus.

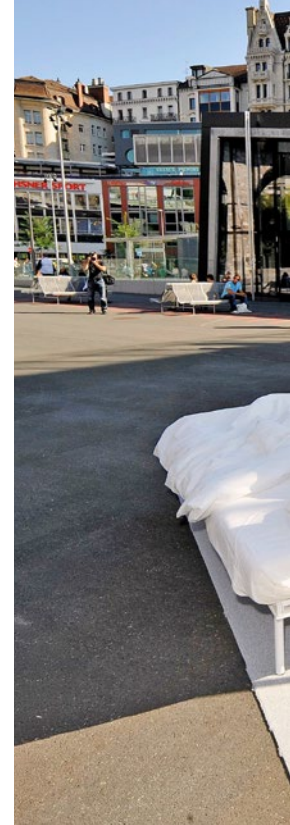
En Suisse, il reste difficile de concilier vie professionnelle et privée.

Nos deux enfants allaient à la crèche, ce qui coûte très cher. De nombreuses mères, et de plus en plus de pères, réduisent leur temps de travail pour pouvoir s'occuper de leur famille. Face à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, la Suisse devrait proposer de meilleures conditions pour mieux exploiter le potentiel des femmes sur le marché du travail. Je peux comprendre les débats sur l'immigration et le stress dû à la densité de population. Employée d'un média local, j'ai bien vu l'explosion des constructions dans notre agglomération.

Après avoir dit adieu au journalisme, je me suis formée à la communication scientifique et j'ai travaillé plusieurs années pour la Haute école spécialisée bernoise. La Suisse est devenue une seconde patrie pour notre famille. Nos enfants, qui sont nés à Berne, se considèrent suisses. Mais moi, je ne me suis jamais tout à fait intégrée. D'une part, cela est dû au fait qu'en raison de la langue que je parle, on m'a toujours vue comme une Allemande. D'autre part, je regrettais de ne pas pouvoir participer au débat public et voter. Nous avons entamé une procédure de naturalisation quand nos parents sont tombés malades en

Allemagne. Cela a changé nos priorités: si nous voulions pouvoir passer encore du temps avec eux, il nous fallait rentrer chez nous. De plus, je souhaitais m'engager au niveau politique et dans la société civile de mon pays d'origine. En 2019, nous nous sommes installés dans le Brandebourg, où nous avons rénové la maison de mes grands-parents. Mon mari a conservé son cabinet médical à Berne, où il travaille trois jours par semaine, désormais en tant que résident hebdomadaire. Quant à moi, je suis chargée de relations internationales dans ma région depuis 2025, où je rassemble des personnes de part et d'autre de la frontière germano-polonaise.»





de 2024: tandis que 1400 futurs médecins ont obtenu le diplôme fédéral, 3200 diplômés étrangers ont été reconnus la même année.

Dans les soins infirmiers aussi, les Suisses ne parviennent pas à occuper tous les emplois vacants. Depuis la pandémie de coronavirus, qui a mis les hôpitaux et leur personnel sous pression, la pénurie de professionnels s'est aggravée. Auparavant, près de 11'000 postes étaient vacants: ce chiffre a augmenté à 14'000 au début de 2025. Selon les associations professionnelles, un tiers des soignants quittent le métier par découragement. On estime que d'ici 2030, il manquera environ 30'500 soignants en Suisse, que ce soit dans les hôpitaux, les EMS ou les soins à domicile.

L'initiative sur les soins infirmiers, acceptée par le peuple en 2021, exigeait une offensive pour la formation et de meilleures conditions salariales, par exemple dans le domaine des indemnités pour le travail de nuit et le week-end. Mais la mise en œuvre par le Parlement peine à avancer parce que la réforme entraîne des surcoûts.

Recul de l'immigration

Dans d'autres secteurs de l'économie, par exemple l'informatique, la finance ou le commerce, la pénurie de personnel s'est allégée depuis 2024, comme le montre le dernier Index de

l'agence pour l'emploi Adecco. Les raisons de cette «normalisation» seraient le refroidissement de la conjoncture mondiale et les incertitudes économiques.

Les chiffres de l'immigration reflètent également la situation économique du moment: durant l'année record de 2023, la Suisse a enregistré près de 100'000 immigrants de plus que d'émigrants. Depuis, l'immigration nette recule: ce chiffre a diminué de 15 % pour s'établir à 83'000 en 2024, et de 10 % pour s'établir à 75'000 personnes en 2025.

Autrement dit, le marché du travail attire encore de nombreux immigrés, mais tous ne restent pas en Suisse pour toujours. La perte d'un emploi, le coût élevé de la vie, la conciliation difficile entre vie privée et professionnelle ou les difficultés d'intégration peuvent les pousser à rentrer dans leur pays. Tout comme des raisons familiales, comme le montre l'exemple de la journaliste d'origine allemande Anne-Careen Stoltze, qui s'est établie en Suisse en 2006 pour la quitter 13 ans plus tard (voir page 7).

Économiquement parlant, il est évident que la Suisse continuera d'avoir besoin de main-d'œuvre étrangère. Sans cela, le nombre de personnes «aptes à travailler» fondra ces prochaines années, car il y aura davantage de départs à la retraite que d'entrées sur le marché de l'emploi.

D'après une étude de la Banque nationale, ce déséquilibre pourrait s'aggraver et la Suisse pourrait manquer de 400'000 travailleurs ces dix prochaines années.

Les secteurs économiques défendent la croissance

Sans l'immigration d'une main-d'œuvre dont la Suisse a «un besoin crucial», des entreprises risquent de quitter le pays et le niveau des services, de se dégrader, écrivent la fâtière *economiesuisse* et l'Union patronale dans une prise de position sur l'initiative de l'UDC «Pas de Suisse à 10 millions!», qui sera mise en votation le 14 juin 2026.

Le secteur économique craint aussi un recul de la croissance, et donc du produit intérieur brut (PIB). Depuis 2002, le PIB par habitant a augmenté de 23 % en Suisse, et avec lui la prospérité. Il est impossible d'évaluer avec précision dans quelle mesure l'immigration a contribué à cette croissance économique. Ce qui est incontestable, c'est que la libre circulation des personnes accroît la création de valeur.

En revanche, l'impact de cette immigration stimulée par le marché de l'emploi sur l'environnement et la société fait débat. De quelle croissance la Suisse a-t-elle besoin pour préserver la qualité de vie? La question est politiquement controversée.

À gauche: dans le domaine du bâtiment, en plein essor, les besoins en main-d'œuvre étrangère sont particulièrement importants en ce moment.

Photo Keystone

En haut: pour protester contre la pénurie de logements, un étudiant s'est installé un appartement symbolique au cœur de Lausanne.

Photo Keystone



À droite: 360 appartements en coopérative pouvant accueillir 900 personnes sont construits dans le quartier Koch, à Zurich. La Confédération veut encourager la construction de logements d'utilité publique.
Photo Keystone

Le revers de la croissance et de l'immigration s'observe clairement sur le marché suisse du logement: l'espace habitable se raréfie, les loyers augmentent. Les solutions font débat.

À Zurich, plus grande ville du pays, la crise suisse du logement, entre essor et pénurie, est particulièrement aiguë. Dès qu'un logement au loyer abordable est mis sur le marché, des centaines de personnes se ruent pour le visiter. Des photos de files d'attente interminables circulent sur les réseaux sociaux, et ceux qui cherchent un logement y renoncent parfois en raison de la concurrence. Ce problème inquiète toujours davantage le pays.

Zurich, avec ses nombreux emplois dans les banques, les assurances et les secteurs de la technologie et des

gamme. À l'échelle nationale, le taux de logements vacants s'élève à 1 %, ce qui illustre bien la tension du marché. La rareté de l'offre complique la recherche d'un appartement, mais fait aussi s'envoler les prix.

Différences régionales, conséquences sociales

La pénurie de logements affecte surtout les grands centres urbains comme Zurich, Genève et Bâle, qui, par leur centralité, sont aussi très appréciés des expatriés européens. Mais les petites villes et les villages de montagne touristiques ne sont pas épargnés, comme le montre un rapport du gouvernement. Dans certaines régions alpines, tant les locaux que la main-d'œuvre étrangère ont du mal à se loger, notamment à cause des résidences secondaires et des locations à court terme d'Airbnb.

Les loyers augmentent depuis plus de 20 ans. Et en particulier ceux des nouvelles locations, qui grimpent chaque année de 2 à 6 % depuis 2022 selon les

régions. Les personnes qui arrivent sur le marché du logement ou déménagent payent un loyer nettement plus élevé que les locataires de longue date. Un pays où près de 60 % des ménages vivent en location est très sensible à de telles évolutions, d'autant plus que les conséquences sont concrètes: en 2025, une étude de l'EPF a montré que les ménages les plus pauvres sont évincés des cinq plus grandes agglomérations du pays. La classe moyenne souffre elle aussi quand le loyer avale une partie toujours plus importante de son budget.

Immigration, réglementation, spéculation?

Il n'est donc pas étonnant que la question du logement fasse l'objet d'un vif débat avant la votation sur l'initiative de l'UDC «Pas de Suisse à 10 millions!». Chaque camp politique a ses propres explications et solutions. Pour l'UDC, le problème réside dans l'immigration «de masse». Bien que davantage de logements aient été construits ces 25 dernières années, l'offre ne suffit pas, souligne le parti. De plus, on continue de bétonner la Suisse. «Y a-t-il trop peu de constructions en Suisse? Non. Il y a trop d'immigration», résume l'UDC. Aux yeux des Libéraux-Radicaux (PLR), le bât blesse au niveau de la réglementation. Le cadre juridique et les oppositions re-

«Y a-t-il trop peu de constructions en Suisse? Non. Il y a trop d'immigration.»

résume l'UDC.

services, affiche un taux de logements vacants extraordinairement bas: seul un logement sur 1000 est disponible, souvent dans le segment haut de



tardent les projets de construction, affirment-ils en exigeant des procédures plus rapides et un assouplissement des prescriptions anti-bruit.

Pour le parti socialiste (PS), c'est la spéculation immobilière due à la soif de profit qui fait grimper les loyers. Le PS rassemble des signatures pour une initiative visant à contrôler les loyers, et demande que davantage de logements d'utilité publique soient construits. Une initiative populaire prévoyant une part fixe de logements d'utilité publique a toutefois été rejetée par le peuple en 2020.

Des causes multiples

Des études et analyses montrent que l'immigration pèse sur le marché du logement, mais n'est pas la seule responsable de la pénurie. D'après les chiffres officiels, si l'immigration a nettement contribué à la hausse du nombre de ménages et stimulé la demande entre 2014 et 2023, la croissance de la surface habitable par habitant joue aussi un rôle: en dix ans, celle-ci est passée de 45 à 46,6 m² en moyenne.

L'introduction de la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE en 2002 a fait augmenter le prix des loyers et des logements en propriété jusqu'en 2016, indique une étude de l'université de Fribourg en 2023. Mais

cet effet s'est estompé, car le marché a réagi en construisant de nouveaux logements, même si ceux-ci sont en nombre insuffisant. Les experts soulignent que le marché du logement est le fruit d'une interaction complexe entre la demande, l'offre, le droit de la construction et les conditions économiques. À partir de 2018, l'activité de construction a reculé à cause des coûts élevés et de la pénurie de terrains à bâtir.

Densification: craintes et opportunités

La rareté des terrains à bâtir n'est pas seulement due à la topographie suisse: elle est aussi le résultat d'une volonté politique. En 2013, le peuple a accepté une loi sur l'aménagement du territoire qui limite l'urbanisation des espaces verts et oriente le développement urbain vers l'intérieur. Une étude réalisée en 2025 par l'institut de recherche Sotomo montre que l'on pourrait créer de l'espace habitable pour deux millions de personnes sans nouveaux terrains à bâtir. Cependant, les projets de densification se heurtent souvent à des oppositions locales. Les citoyens craignent d'être évincés ou de voir leur qualité de vie se dégrader.

Des concepts innovants tentent de répondre à ces craintes en montrant qu'il est possible de densifier et

de construire en hauteur tout en créant des espaces verts. Dans les régions urbaines, il est prévu de créer des «voisinages-de-10-minutes», avec des emplois, des commerces et des restaurants à proximité immédiate. Ce concept, développé par l'EPF et financé par le Fonds national, vise à aider les cantons et les communes à appliquer la loi sur l'aménagement du territoire.

Pas de détente rapide

Ces dernières années, entre 40'000 et 45'000 nouveaux logements ont vu le jour annuellement en Suisse. Mais on estime qu'il en faudrait entre 30 et 50 % de plus pour équilibrer l'offre et la demande. Bien que le nombre de demandes de permis de construire ait légèrement augmenté récemment, le gouvernement suisse ne prévoit pas de détente rapide. Avec les cantons, les communes et les secteurs de l'immobilier et du bâtiment, il a élaboré un plan d'action contenant 30 mesures.

Celles-ci vont de procédures d'autorisation plus efficaces à une meilleure utilisation du terrain à bâtir. Mais il ne s'agit pour l'instant que de recommandations. Une proposition du Conseil fédéral au Parlement est plus concrète: un fonds qui accorde des prêts aux maîtres d'ouvrage d'utilité publique sera étoffé de 150 millions de francs entre 2030 et 2034. Ainsi, la Confédération veut encourager la construction de logements abordables. Le Parlement se prononcera à ce sujet cette année.

Plus de logements abordables et un plan d'action contre la pénurie: c'est ainsi que le gouvernement entend couper l'herbe sous les pieds de l'UDC et de son initiative «Pas de Suisse à 10 millions!». Cela convaincra-t-il les Suisses? Réponse le 14 juin.

La densification est l'une des approches possibles de l'aménagement du territoire. Les lotissements modernes, comme ici à Schlieren (ZH), misent sur les services de proximité et les espaces verts.
Photo Keystone

Stanislas Wawrinka



Le tennisman Stanislas Wawrinka a annoncé en décembre 2025 qu'il entamait sa dernière année sur le circuit. «Il est temps d'écrire le dernier chapitre de ma carrière», a simplement déclaré le Vaudois. Invité à Melbourne en janvier, à bientôt 41 ans, «Stan The Man» a encore montré de quel bois il se chauffe face au numéro 9 mondial, l'américain Taylor Fritz. «Stanimal» s'est finalement incliné – en beauté – au troisième tour de son dernier Open d'Australie, là où en 2014, il avait éliminé Novak Djokovic puis, en finale, Rafael Nadal!

Quel parcours depuis les premières balles échangées avec son frère aîné à Saint-Barthélemy (VD). Wolfram, leur père, gérait la ferme d'un centre pour personnes handicapées. Né en 1985, Stanislas dit avoir tiré sa force intérieure de cet environnement. Quatre années plus tôt, à quelque 180 kilomètres de là, naissait un autre garçon... Roger Federer. «Pour beaucoup de gens, je suis le Suisse qui perd», a lancé un jour de dépit Wawrinka à un magazine français.

Roger a éclipsé Stan à domicile, mais le second continue de susciter un amour débordant à l'étranger. Il est l'homme qui a pu battre Federer, Nadal et Djokovic! Il est le vainqueur de Roland Garros, où il avait joué avec un short à carreaux rouges et blancs. «Je vais me baigner, je vais au tennis et après je vais dormir avec», avait plaisanté le Suisse.

Tout a été dit au sujet des différences entre Wawrinka et Federer. Un commentaire qui revient au sujet du Vaudois est son approche en retenue par rapport à l'adversaire. Ainsi, en 2015 à Roland Garros, Stan n'exulte pas lorsqu'il parvient à battre un Rafael Nadal, diminué. Que fera Wawrinka une fois sa raquette posée? Vendre des chaussures? «J'ai encore des rêves dans ce sport», a lâché l'Helvète, fidèle à son style tout en retenue.

STÉPHANE HERZOG

Nombre record de touristes

En 2025, l'hôtellerie suisse a enregistré 43,9 millions de nuitées et a ainsi battu le record de 2024. Le nombre de clients étrangers a particulièrement augmenté. La plupart d'entre eux venaient d'Allemagne, des États-Unis, du Royaume-Uni et de France. Les cantons ayant comptabilisé le plus grand nombre de nuitées sont Zurich, Berne, les Grisons et le Valais. (WS)

Hausse du commerce extérieur

Malgré les droits de douane américains, le commerce extérieur suisse a progressé en 2025. Les exportations ont augmenté de 1,4 %, atteignant la valeur record de 287 milliards de francs. Les importations ont elles aussi augmenté de 4,5 %, pour atteindre 232,7 milliards de francs, ce qui est le deuxième plus haut niveau de tous les temps. Les produits pharmaceutiques et chimiques se sont particulièrement bien vendus, puisqu'ils représentent plus de la moitié de toutes les exportations. (WS)

Augmentation de la TVA?

Pour accroître la sécurité de la Suisse, le Conseil fédéral veut créer un fonds pour l'armement. Le département de la défense a besoin de nouveaux systèmes de défense aérienne et de lutte anti-drones ainsi que d'équipements pour la guerre électronique. Ce fonds pourrait être financé par une hausse de 0,8 % de la taxe sur la valeur ajoutée, dès 2028 et limitée à dix ans. L'augmentation de la TVA exige une modification de la Constitution, sur laquelle le peuple devra se prononcer, probablement en 2027. (WS)

Records aux Jeux olympiques

Aux Jeux olympiques d'hiver de 2026 à Milan/Cortina, la délégation suisse a remporté un nombre record de médailles, 23 en tout. Avec 6 médailles d'or, 9 d'argent et 8 de bronze, les athlètes suisses ont réalisé le meilleur résultat de l'histoire des Jeux olympiques d'hiver. Ils ont conquis la 8e place au palmarès des médailles, derrière la Suède et devant l'Autriche. (WS)

Brienz à nouveau habitable

L'évacuation et l'interdiction d'y pénétrer, en vigueur depuis novembre 2024, ont été levées. Cette décision se base sur des mesures permanentes, qui ne révèlent plus de danger aigu. La «Revue Suisse» a parlé de ces dangers dans son numéro 5/23. (WS)

Un vêtement tissé d'histoire suisse

Avec des aiguilles, du fil et des dizaines d'heures de travail manuel, Monika Bögli fait vivre une tradition suisse à Neuenegg, dans le canton de Berne. Cette tailleuse de costumes habille ses clientes de «morceaux de patrie» faits sur mesure.

DENISE LACHAT

Avec vivacité, Monika Bögli ouvre la porte de son atelier de couture à Neuenegg, dans le canton de Berne, faisant voler sa jupe d'un bleu lumineux. Ou plus précisément son «kittel», comme les initiés l'appellent,



par-dessus lequel elle porte un tablier rayé bleu et vert. Le corset laisse apparaître une blouse blanche sur laquelle est fixée une broche en filigrane. Autour de son cou, un foulard de soie noir finement ajouré. Cette femme à la constitution menue s'apprête à sortir, pense-t-on, admirative. Mais on a tout faux: Monika Bögli porte un costume traditionnel de travail bernois. Elle sourit: «Les femmes s'habillaient ainsi jadis pour aller aux champs». Les familles paysannes fabriquaient elles-mêmes les tissus qu'elles utilisaient: en laine ou en lin, assez solides pour résister à de nombreux lavages.

Un artisanat qui rend fière

Le costume de Monika Bögli est en grande partie constitué de tissu moitié lin, moitié coton, tissé à la main, et a nécessité des dizaines d'heures de travail – la couturière en compte entre 50 et 70 pour la fabrication d'un costume traditionnel. Le corset surtout est complexe à réaliser, avec ses trois couches d'ouate, de doublure et de tissu, plus les décorations. Cet artisanat, et les matériaux nobles qu'il requiert, parfois fabriqués à la main

– notamment de la soie –, ont un prix: un costume de travail neuf coûte près de 2200 francs, et un costume de fête, 3000. À cela s'ajoutent les bijoux en argent, qui reviennent au moins à 3500 francs. Mais revêtir une telle tenue, c'est presque changer de peau: rien que les baguettes du corset confèrent au corps un maintien différent. Monika Bögli se sent fière et honorée dans son costume. «Il m'habille et me va comme un gant.»

L'invention d'une tradition

La fierté et l'honneur sont liés à la conscience de nourrir une tradition qui remonte au Moyen Âge... et qui a failli disparaître en Suisse. Avec l'essor économique qui a suivi la création de l'État fédéral en 1848, l'industrie, les transports, la technique et le commerce se sont développés, et le travail à la main a été remplacé par des machines. Les Suisses, surtout dans les villes, se sont mis à suivre les tendances internationales en matière de mode. Ce n'est que vers la fin du XIXe siècle que la culture populaire et les coutumes ont recommencé à intéresser les gens. On s'est



mis à rassembler les anciens costumes, à les documenter et à les refabriquer.

Trois dates ont contribué à ce renouveau: la création, en 1905, de l'organisation Patrimoine suisse, qui a pour mission de protéger le patrimoine culturel du pays, non seule-

Monika Bögli porte un costume traditionnel de travail bernois. Les tabliers rouge et blanc pendus devant elle sont cousus en damas de soie et font partie d'un costume de fête. Photo Denise Lachat

ment les bâtiments historiques, mais aussi les vêtements traditionnels. À cette époque, on s'est remis à coudre des costumes traditionnels d'après des modèles historiques dans plusieurs cantons. Dès 1926, le costume traditionnel a vu sa préservation assurée avec la fondation de la Fédération nationale des costumes suisses (FNCS) à Lucerne, qui fête cette année son 100e anniversaire. Le but de la FNCS était de réintégrer le costume traditionnel – vêtement intemporel, simple et rassembleur – à la vie de tous les jours. À l'exposition nationale de 1939 à Zurich, enfin, des costumes de toutes les régions du pays ont été présentés dans le «petit village de la Landi»: en cette période troublée, ils exprimaient la force et l'indépendance de la Suisse et sym-

L'ancienne présidente de la Confédération, Doris Leuthard, dans son costume argovien à l'occasion de la fête fédérale des costumes suisses en 2010. Photo Keystone



Ici, on coud à la main: une pelote à aiguilles et des échantillons de tissu dans l'atelier de couture de Monika Bögli. Le dé à coudre est incontournable. Photo Denise Lachat

bolisaient l'attachement à la patrie, la cohésion et l'identité nationales. Aujourd'hui, le costume traditionnel n'est plus porté au quotidien: il est réservé aux occasions particulières. Monika Bögli cite, pêle-mêle, les fêtes folkloriques, les soirées festives, les mariages et les baptêmes ainsi que les événements officiels. À la fête fédérale des costumes suisses à Schwytz en 2010, la conseillère fédérale Doris Leuthard, invitée d'honneur, portait le

Il existe 700 costumes traditionnels en Suisse, qui diffèrent par leurs couleurs, leur coupe et leurs ornements. Sur les photos, dans le sens horaire: Appenzell Rhodes-Intérieures, Toggenburg, Uri et Saint-Gall. Photo MAD/Silvan Bucher



costume de fête du Freiamt d'Argovie, son canton d'origine.

Un signe d'appartenance

Aujourd'hui, l'époque est à nouveau troublée. Après la pandémie de coronavirus, pendant laquelle les associations de yodel, de costumes et de danse traditionnels ont perdu des membres, les tailleuses de costumes ont observé un regain d'intérêt chez les jeunes. On offre ce type de tenue pour les confirmations, et les enfants des familles d'hôteliers en portent. La clientèle est plutôt campagnarde. Monika Bögli a elle aussi de jeunes clientes, qui ont souvent hérité du costume de leur grand-mère et le font adapter à leur taille. Certaines clientes s'offrent ce vêtement précieux pour un anniversaire au chiffre rond.

Monika Bögli, quant à elle, a porté le costume traditionnel dès son enfance. Elle pratiquait les danses populaires puis, comme sa mère et sa grand-mère, a fait partie d'un groupe d'amatrices de costumes folkloriques. «Le costume traditionnel fait partie de ma culture, il exprime mon appartenance à ma famille, mais aussi mon attachement patriotique à ma région», explique la Bernoise. En effet, non seulement chaque canton suisse possède ses propres costumes traditionnels, mais il existe des dizaines de modèles régionaux, qui se distinguent par leurs couleurs, leur coupe et leurs ornements. On compte pas moins de 700 costumes différents en Suisse.

Expression de la diversité culturelle

Certains costumes se ressemblent, précise Sissi Sturzenegger, présidente de la commission des costumes de la FNCS. Mais les initiés savent les distinguer. Ainsi, par exemple, autour du lac de Constance et même au-delà de la frontière, on porte une coiffe en éventail. À l'occa-

«Le costume traditionnel fait partie de ma culture, il exprime mon attachement patriotique à ma région.»

Monika Bögli



Des dizaines d'heures de travail à la main: la tailleur de costumes traditionnels Monika Bögli travaille à un corset à trois couches.

Photo Denise Lachat

sion de son centenaire, la FNCS veut faire connaître au grand public la diversité des costumes traditionnels suisses, notamment lors de la Fête suisse des chorales en costumes, qui se tiendra les 5 et 6 juin à Sursee (LU), mais aussi sous la forme d'un livre richement illustré présentant les costumes de tous les cantons. Il n'est donc pas étonnant que l'on décrive le costume traditionnel comme un «acte d'origine sur mesure». Il est du reste apprécié aussi à l'étranger: pendant sa formation, Monika Bögli a contribué à la confection de costumes pour deux Suissesses vivant au Canada.

La Bernoise coud exclusivement des costumes du Mittelland bernois, de l'Emmental et de la Haute-Argovie. Il ne lui viendrait pas à l'idée de confectionner des costumes d'autres régions ou cantons. Une philosophie partagée par toutes les couturières. De toute façon, la liberté artistique est restreinte: chaque costume a un descriptif, une coupe et des accessoires prédéfinis. Seuls les couleurs et parfois les motifs peuvent être choisis, révèle Monika Bögli en nous montrant toute une pile de classeurs remplis d'échantillons de tissus et de

descriptifs: «Dès les années 1930, on a remis de l'ordre dans le désordre qui régnait auparavant.»

Une vocation secondaire

Monika Bögli a complété sa formation de créatrice de vêtements, qui a duré trois ans, par une spécialisation en deux ans. Cette formation est très demandée, dit-elle, mais les places d'apprentissage auprès des couturières se font rares. Le canton de Berne propose désormais un cursus modulaire avec des cours spécifiques, par exemple sur la confection de corsets et de chemises. Pour Monika Bögli, une chose est claire: «Les racines de la transmission sont familiales». Elle-même a transmis le virus à ses enfants: ses trois filles, âgées de 26, 28 et 30 ans, portaient déjà de petits costumes traditionnels à trois ans pour se rendre à des fêtes ou des foires au bétail, et elles le font encore lors des mariages.

Monika Bögli s'éclipse un instant dans la pièce d'à côté pour se changer, car elle a encore du pain sur la planche. En général, elle travaille dans son atelier de couture un jour par semaine et le reste du temps dans sa ferme, à Neuenegg, où elle fait de l'élevage – pour le lait et la viande –, de la culture fourragère et tient une boutique. Elle réapparaît en jeans et blouse, le «costume traditionnel» du XXI^e siècle. Son costume bernois, quant à lui, restera bien rangé jusqu'au prochain événement festif.

Vous trouverez d'autres photos de costumes traditionnels dans l'ouvrage qui paraîtra le 15 juin 2026 pour les 100 ans de la Fédération nationale des costumes suisses. Informations complémentaires: www.trachtenbuch.ch



La «Revue Suisse», magazine des Suisses-ses de l'étranger, paraît pour la 51^e année cinq fois par an en français, allemand, anglais et espagnol, en 13 éditions régionales, et avec un tirage total de 479'000 exemplaires, dont 311'000 électroniques.

Toute personne immatriculée auprès d'une représentation suisse reçoit gratuitement le magazine. Les personnes non enregistrées auprès d'une représentation suisse en tant que Suisses-ses de l'étranger peuvent s'abonner (prix de l'abonnement annuel: CHF 30.– en Suisse / CHF 50.– à l'étranger).

ÉDITION EN LIGNE
www.revue.ch

DIRECTION ÉDITORIALE
Walter Schmid, rédacteur en chef (WS),
Stéphane Herzog (SH), Theodora Peter
(TP), Susanne Wenger (SWE), Amandine
Madziel, représentante DFAE (AM)

PAGES D'INFORMATIONS OFFICIELLES
DU DFAE
La rubrique «Nouvelles du Palais fédéral»
est publiée sous la responsabilité de la
Direction Consulaire, Innovation et
Partenariats, Effingerstrasse 27,
3003 Berne, Suisse.
kdip@eda.admin.ch | www.eda.admin.ch

GESTION PUBLICITAIRE
Airpage AG, Uster/Zurich,
furrer@airpage.ch | www.airpage.ch

La responsabilité du contenu des annonces et annexes publicitaires incombe aux seuls annonceurs. Ces contenus ne reflètent pas nécessairement l'opinion de la rédaction ni celle de l'organisation éditrice.

ASSISTANTE DE RÉDACTION
Nema Bliggenstorfer (NB)

TRADUCTION
SwissGlobal Language Services AG,
Baden

DESIGN
Roman Häfliger, Zurich

IMPRESSION
Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

ÉDITRICE
La «Revue Suisse» est éditée par l'Organisation des Suisses de l'Étranger.
Adresse postale de l'édition et de la rédaction: Organisation des Suisses de l'Étranger, Alpenstrasse 26, 3006 Berne.
revue@swisscommunity.org
Tél. +41 31 356 61 10
Coordonnées bancaires:
CH97 0079 0016 1294 4609 8 / KB-BECH22

CLÔTURE DE RÉDACTION DE LA PRÉSENTE ÉDITION: 11 mars 2026

CHANGEMENT D'ADRESSE
Veuillez communiquer tout changement à votre ambassade ou à votre consulat, la rédaction n'ayant pas accès à vos données administratives.



Plus de passeports, plus de poules, plus d'ordre

21

21 % des Suisses ont au moins une deuxième nationalité. Ils n'étaient que 14 % dans ce cas en 2010. En Romandie et au Tessin, la nationalité multiple est presque deux fois plus répandue qu'en Suisse alémanique. La plupart des binationaux possèdent, en plus du suisse, un passeport italien, français ou allemand. La Suisse est un pays où la diversité des identités est en augmentation.

Source: Office fédéral de la statistique, relevé de 2024

76

Malgré la polarisation de la société, 76 % des habitants de la Suisse considèrent la démocratie directe comme le ciment essentiel du pays. Les immigrés et les expatriés évaluent la cohésion nationale de manière encore plus positive que les Suisses.

Source: Sotomo, Baromètre : la cohésion nationale en Suisse, 2025

98

Pour s'intégrer, il faut toutefois se déchausser. La Suisse est un pays de chaussettes. 98 % de la population ne porte pas de chaussures à la maison. Il n'est donc pas étonnant qu'un foyer sur deux se dispute chaque mois au sujet du rangement.

Source: Sotomo, Étude IKEA sur la vie à la maison, 2025



1'040'400

La Suisse compte 1'040'400 hectares de surfaces agricoles. Un quart du pays est recouvert de prés et de champs. Ils façonnent le paysage et sont le socle de la production alimentaire. Ainsi, il y a en Suisse 13,4 millions de plus de poules que d'êtres humains.

Source: Office fédéral de la statistique, 2025



75'000

Ce pays épris d'ordre a accueilli l'an dernier 75'000 nouveaux citoyens étrangers. En même temps, 83'000 personnes ont émigré et les demandes d'asile ont baissé à 25'781. Le débat à ce sujet est vif (cf. «En profondeur», pp. 4 à 10). Peut-être parce que dans un pays aux multiples nationalités, aux nombreuses têtes de bétail et à la forte participation politique, l'identité fait moins l'objet d'un calcul que d'un ressenti.

Source: Secrétariat d'État aux migrations, 2025

La navigation fait battre le cœur des Suisses

La Suisse offre aux amoureux de sports nautiques des dizaines de plans d'eau pour naviguer. Elle compte un voilier pour 353 habitants, occupant ainsi le cinquième rang du classement mondial. Et le pays possède aussi ses héros de la mer.

STÉPHANE HERZOG

En comparaison internationale, les Suisses arrivent dans le peloton de tête du nombre de bateaux par habitant. Il n'y a pas de mer, certes, mais 150 cours d'eau navigables et de bonnes conditions pour la navigation, la voile en particulier. «Le relief crée des vents thermiques, favorables à ce sport», relève Olivier von Arx, président de l'Association des propriétaires de bateau (APB) à Genève. «Sur le Léman, les premières régates remontent au 19e siècle, avec des navires de transport qui se mettaient en compétition», rappelle Bernard Schopfer, lui-même navigateur et auteur de plusieurs livres, notamment au sujet des régates sur cet espace nautique connu dans le monde entier.



Plus haut, plus grand, plus rapide, plus beau? À la recherche des records suisses qui sortent de l'ordinaire.

Aujourd'hui: la Suisse et son incroyable densité de bateaux.

Ce spécialiste a accompagné la communication du Team Alinghi en amont de la première victoire de la Suisse à la Coupe de l'America en 2003 à Auckland. À l'époque, plusieurs marins de l'équipe néo-zélandaise, tenante du titre, avaient rejoint celle de la Suisse!

La nation marine voulait faire échouer la participation des Suisses à cette compétition, arguant notamment du fait que le pays ne dispose pas d'un accès à la mer et que l'opération suisse – pilotée par le milliardaire Ernesto Bertarelli – ne vivait que par l'argent. Les communicants d'Alinghi avaient contre-attaqué. «Le règlement de la Coupe de l'America stipule qu'il faut un bras de mer. Le Rhin en fait figure», explique Bernard Schopfer. Alinghi Suisse avait mis en

avant le taux élevé de bateaux par habitant en Suisse. «Nous avons aussi raconté la vie de navigateurs suisses tels que Pierre Fehlmann», se souvient le Genevois.

Vainqueur en 1986 de la Whitbread Round the World Race, Fehlmann est une figure tutélaire de la voile suisse. «C'est le premier grand marin suisse. Il a fait connaître la voile et des navigateurs comme Dominique Wavre (qui a bouclé dix tours du monde à la voile: ndlr) sont venus à la mer à travers lui», commente Daniel Rossier, ancien commodore au Cruising Club de Suisse (CCS), qui compte 6000 membres naviguant en mer. Aujourd'hui, le pays peut compter sur au moins deux autres marins de haut niveau: Alan Roura, plus jeune parti-





«Sur le Léman, les premières régates remontent au 19e siècle, avec des navires de transport qui se mettaient en compétition.»

Bernard Schopfer, navigateur et auteur



«Ce pays compte des personnes qui ont les moyens de s'acheter un bateau; il y a plein de lacs et l'accès à l'eau est facile.»

Mathieu Verrier, marin et architecte naval

cipant du Vendée Globe en 2017, et Justine Mettraux, arrivée huitième en 2025 dans cette course en solitaire autour du monde effectuée sur des bateaux de 18 mètres de long, les Imocas. Tous deux sont d'ailleurs issus de Versoix, bourgade genevoise au bord du Léman!

«Les exploits des navigateurs suisses et la victoire d'Alinghi en 2003 ont fait rêver les gens», rappelle le marin vaudois Mathieu Verrier, qui a traversé l'Atlantique sur un bateau de 6,50 mètres. Il avait dessiné et

navigation. Les champions sont les Vaudois, avec plus de 15'000 bateaux immatriculés. Suivent Zurich (10'000) et Genève (6000). Mathieu Verrier possède un petit catamaran, navigable en solitaire. Il avoue vivre sa vie au rythme des annonces météo «avec un agenda calé sur le vent».

Les lacs forment l'horizon direct d'une partie des Suisses, pays qui a accès à deux lacs parmi les plus grands d'Europe occidentale: le Léman et le lac de Constance. Les marins des lacs se divisent en deux groupes majeurs, sinon opposés: les «voileux» et les motorisés. Les deuxièmes sont de plus en plus nombreux. «Le bateau à moteur c'est une voiture avec deux amarres; il y a un volant et des gaz», résume Mathieu Verrier. La voile, qui perd progressivement des adeptes, nécessite une longue formation.

Elle implique aussi beaucoup de temps, admet l'auteur Bernard Schopfer, lui qui a, trente années durant, consacré ses mardis soir à des régates sur le Léman. Il se souvient de retours à Genève le dimanche soir depuis Lutry, au moteur. «Avec un bateau à moteur, on quitte Lausanne pour aller manger des perches à Thonon en France. Avec un voilier, on ne sait pas quand on arrive», image Mathieu Verrier.

Quid du passage à la mer? «La différence entre les deux, c'est qu'il n'y a pas de sel», plaisante l'architecte naval vaudois, tout en rappelant qu'un lac comme le Léman peut connaître des vents violents. «Lors du dernier record du tour du monde à la voile, le coup de vent a eu lieu en Bretagne, à la fin de la course, avec des pointes à 80 km/h, mais il y a déjà eu 140 km/h de vent sur le lac», rappelle-t-il. Les lacs peuvent se révéler dangereux, comme le montre, par exemple, un accident arrivé sur le lac de Zoug en juin 2024 où l'épave d'un voilier a été re-

En 2003, l'équipe suisse Alinghi est entrée dans l'histoire en battant le tenant du titre, la Nouvelle-Zélande, lors de la Coupe de l'America. C'était la première fois qu'une équipe européenne remportait la Coupe.

Photo Keystone



trouvée par 80 mètres de fond, avec un navigateur à bord. L'embarcation avait coulé au cours d'une régates. En 2019, un coup de vent avait déferlé sur le Bol d'Or – la plus grande régates en bassin fermé du monde. Pendant une heure, des vents de plus de 100 km/h avaient balayé la flotte, provoquant 212 abandons sur 465 bateaux engagés, mais sans provoquer de victime.

Ces conditions font penser à la mer et chaque année nombre de Suisses franchissent ce pas, qui nécessite l'obtention d'un permis mer. Le cours théorique s'étale sur 14 semaines et il est sanctionné par un examen. Il faut ensuite naviguer activement sur 1000 milles marins, soit 1850 kilomètres en mer validés par des skippers. Chaque année, quelque 800 Suisses et Suissesses passent cet examen, indique Daniel Rossier, l'ancien boss du CCS. «Le permis suisse est très exigeant», estime le marin de 82 ans, qui a bourlingué sur toutes les mers. Il dit avoir toujours été étonné par le nombre de compatriotes rencontrés dans les ports, aux Caraïbes notamment.

Autre quête, celle d'une place d'amarrage. Il en faut une, dès lors que l'embarcation dispose d'une quille ou est trop grande pour être mise facilement hors de l'eau à la morte saison. Mais le rêve d'un bateau se heurte au manque chronique de places. Fin 2025, Genève possédait une liste d'attente de plus de 1000 personnes, selon les autorités. Paradoxe,



seule une minorité d'embarcations sortent naviguer régulièrement. Il faudrait partager les bateaux, voire retirer de l'eau ceux qui restent toujours à quai, «mais on ne peut pas leur mettre de compteur», remarque le responsable de l'APB, Olivier von Arx, qui dit ne pas rater une occasion de naviguer. «Je sors 300 mètres au large, je coupe le moteur et je profite de l'espace et du calme», dit-il.

Quant à la transmission d'une place à un proche, elle reste soumise à des conditions très strictes. Ce qui fait que les places d'amarrage manquent toujours. «Et c'est tant mieux», commente Bernard Schopfer, qui rappelle que la surface des lacs suisses n'est pas extensible.

Un pays de marins d'eau douce

En 2024, selon les données officielles, le nombre de bateaux privés immatriculés en Suisse était de 94'372 dont 63'446 bateaux à moteur et 25'385 voiliers. La Suisse comptait alors un voilier pour 353 habitants, une proportion plus élevée qu'en France (380) ou qu'en Italie (394). Ce score plaçait la Suisse au cinquième rang mondial, la Norvège (92) et la Nouvelle-Zélande (173) arrivant en première et deuxième place. (SH)

La Suisse possède l'une des plus fortes densités de bateaux au monde. Mais obtenir une place d'amarrage n'est pas chose facile. Rien qu'à Genève (image), plus de 1000 personnes sont sur liste d'attente. Photo Stéphane Herzog

Il a tendu un miroir à la Suisse, et a failli s'autodétruire

Vie et œuvre de Walter Matthias Diggelmann, auteur et critique de la Suisse.

CHARLES LINSMAYER

Walter Matthias Diggelmann naît le 5 juillet 1927 dans un foyer pour mères célibataires et grandit dans les Grisons. À la suite d'un larcin, il s'enfuit en Italie à l'âge de 17 ans mais il est arrêté puis envoyé en Allemagne, où il fait l'expérience de la terreur, des bombardements et de la prison, avant de rentrer en Suisse dépité, mais bien décidé à se faire une place en tant que manœuvre. Malgré ces circonstances accablantes, il fait partie des rares personnalités de sa génération à trouver le courage de critiquer radicalement l'attitude de la Suisse.



Walter Matthias Diggelmann (1927 – 1979)

Un démarrage difficile

«Ce que tu racontes, et la manière dont tu le fais, tout démontre que tu es un poète», lui assure en 1947 un étudiant à qui il racontait ses expériences. Diggelmann fait immédiatement inscrire «écrivain» sur sa carte d'identité. Jusqu'en 1954, il rédige quelque 17 romans inédits, souvent avec le soutien de la Société suisse des écrivains. Devenu employé de l'aérodrome militaire de Dübendorf, il trouve alors un éditeur pour son roman d'aviation «Mit F 51 überfällig» (Un F-51 n'est pas rentré). «Votre serviteur est fonctionnaire fédéral à la Direction des aérodromes militaires, écrit plus et mieux que jamais, est heureux en mariage et peut renoncer à tout subside», annonce-t-il fièrement à l'écrivain Erwin Heimann. Mais cette confortable béatitude est de courte durée. La confiance que lui inspire la société suisse est fortement ébranlée en 1959: alors rédacteur pour l'agence de relations publiques Farner, il constate à quel point il est facile de manipuler l'opinion des masses.

«Ce n'est pas de moi que parle ce roman, mais il contient le monde que j'aime, dans chaque mot et dans chaque phrase. J'ai commis de graves péchés pour cela, et grandement souffert avant de connaître cette purification. Cela effraiera peut-être certaines personnes. Pourtant je ne prêche nullement le nihilisme, mais la foi, la foi simple, qui vient du ciel et y ramène, loin de toute doctrine.»

Extrait d'une lettre de Diggelmann en 1951, à propos de son roman inédit «Sohn ohne Vater» [Un fils sans père].

Critique de la politique d'asile suisse

Cette expérience lui sert d'inspiration pour son premier roman à succès «Das Verhör des Harry Wind» (L'interrogatoire de Harry Wind), paru en 1962. Son ouvrage de 1965, «Die Hinterlassenschaft» (La succession difficile), dans lequel il cloue au pilori la politique de la Suisse en matière d'asile durant la période de 1933 à 1945, est aussi basé sur son activité dans les relations publiques. Formellement, le livre n'est pas totalement abouti, et l'équivalence établie entre l'antisémitisme des années de guerre et l'anticommunisme de 1956 ne convainc pas grand monde. En outre, Diggelmann commet l'erreur d'autoriser dans l'édition est-allemande des corrections favorables aux dirigeants locaux. Le tollé suscité par cette trahison présumée provoque alors ce que Reni Mertens et Walter Marti appellent, dès le titre de leur portrait filmé de 1973, «L'autodestruction de W. M. Diggelmann».

Une œuvre tardive touchante

À la fin des années 1970, Diggelmann échappe pourtant à l'enfer du déses-

poir, de la solitude et de l'alcoolisme. Libéré de son carcan idéologique et du besoin impérieux de faire ses preuves, il devient un narrateur au style remarquablement harmonieux, assuré et authentique. On peut notamment citer «Aber den Kirschbaum, den gibt es» (Mais le cerisier existe bien), «Filippinis Garten» (Le jardin de Filippini), ou l'émouvant «Schatten» (Ombres, journal d'une maladie), dicté à la compagne de ses dernières années Klara Obermüller alors qu'il souffre d'un cancer. Il s'éteint le 29 novembre 1979. Le vœu secret exprimé incidemment en 1952 dans une lettre au secrétaire de la Société suisse des écrivains s'est tout de même réalisé: «J'aimerais toujours pouvoir parler, sans contredire. Tout ce qui vit est sacré pour moi.»

Les titres mentionnés sont tous réunis dans les œuvres complètes parues chez edition 8, Zurich (en allemand).

CHARLES LINSMAYER EST SPÉCIALISTE EN LITTÉRATURE ET JOURNALISTE À ZURICH.

Cette présentation clôt la série littéraire de Charles Linsmayer. Tous ses articles restent disponibles dans les archives en ligne. www.revue.link/livres

Crans-Montana: un désastre qui ébranle la Suisse

L'incendie de Crans-Montana a provoqué la mort de 41 personnes et fait plus de 100 blessés. En Suisse comme à l'étranger, on se demande comment une telle catastrophe a pu se produire dans un pays réputé pour sa discipline, son organisation et sa précision.



CHRISTOF FORSTER

Il aura suffi de quelques instants pour transformer le démarrage festif d'une nouvelle année en tragédie de portée historique, qui fait encore quotidiennement les gros titres plusieurs semaines après. Bilan: 41 morts et plus de 110 blessés, la plupart grièvement.

D'après ce que l'on sait actuellement, le drame commence le 1er janvier 2026 à 1 h 27. Des adolescents et de jeunes adultes venus de Suisse et de l'étranger célèbrent le Nouvel An au sous-sol du bar «Le Constellation» à Crans-Montana. Juchée sur les épaules d'un collègue, une serveuse apporte deux bouteilles de champagne munies de bougies étincelantes – un accessoire pyrotechnique fréquemment utilisé dans l'établissement, d'après un rapport de la police cantonale cité par les médias. Mais

Fleurs et bougies en hommage aux victimes de l'incendie du bar «Le Constellation» à Crans-Montana, qui a provoqué la mort de 41 personnes et en a blessé grièvement plus de 110 autres dans la nuit de la Saint-Sylvestre.

Photo Cyril Zingaro, Keystone

les étincelles sont soudain projetées trop près du plafond, qui est recouvert d'une mousse acoustique inflammable. Tout va alors très vite: feu, fumée, panique générale.

À 1 h 28 et 12 secondes se produit dans le local un embrasement généralisé éclair semblable à une déflagration, ou «flashover». De violentes flammes se propagent jusqu'à la véranda du rez-de-chaussée. Piégées, 37 personnes succombent au sous-sol, et trois autres perdent la vie en haut des marches.

Des températures dépassant les 1000 degrés

Un flashover se produit lorsqu'un feu chauffe une pièce à près de 300 degrés et que les gaz inflammables dégagés s'enflamment subitement. Les températures peuvent alors dépasser

les 1000 degrés. Pour les personnes présentes au moment de l'embrasement, cela peut avoir des conséquences mortelles ou provoquer de très graves brûlures.

Le traitement de celles-ci dure souvent des mois, voire des années, et s'avère particulièrement complexe. De nombreux blessés ont vraisemblablement inhalé des gaz toxiques, ce qui peut entraîner de lourdes séquelles aux poumons. Grâce à la solidarité européenne, certains d'entre eux ont pu être pris en charge dans des cliniques spécialisées à l'étranger. Car la Suisse n'a pas les capacités suffisantes pour faire face à une telle situation d'urgence.

Si cet incendie a suscité des réactions dans le monde entier, ce n'est pas uniquement parce que les victimes sont de différentes nationalités, mais aussi en raison du moment de

la catastrophe, le changement d'année étant généralement un événement rempli d'espoir et de confiance. En outre, les jeunes concernés avaient la vie devant eux: parmi les 41 victimes, 20 étaient mineures, et certaines n'avaient que 14 ou 15 ans. Pour les familles, la vie a soudain pris un tournant irréversible.

Aucun contrôle pendant six ans

La catastrophe a profondément ébranlé la Suisse. Peu à peu, de nouveaux éléments viennent démontrer qu'elle aurait pu être évitée. À commencer par la mousse acoustique inflammable, fixée en 2015 par Jacques Moretti, propriétaire du bar avec son épouse. Au moment du contrôle de l'établissement par la commune, personne n'y a prêté attention et, depuis 2019, plus aucune inspection n'a été effectuée. Par ailleurs, le canton, à qui incombe le devoir de surveillance, n'a visiblement pas vérifié si les autorités locales faisaient bien respecter les règles anti-incendie en vigueur.

Sous la pression, les cantons ont suspendu la révision des prescriptions de protection incendie prévue pour 2026, qui prévoyait des assouplissements et une plus grande autonomie pour les gérants d'établissements. La tragédie de Crans-Montana montre que ce n'est pas la bonne voie.

Coup dur pour l'image de la Suisse

Comment un tel enchaînement de dysfonctionnements a-t-il pu se produire dans un pays qui attache autant d'importance à la perfection et au respect des règles? Dans l'esprit des Suisses, de tels désastres ne peuvent arriver «qu'à l'étranger»: si de graves incendies de discothèques ont pu se produire en Macédoine du Nord ou au Brésil, c'est parce que les prescriptions de sécurité y sont traitées à la

41 morts et plus de 110 blessés. Comment une telle catastrophe a-t-elle pu se produire en Suisse?

légère, si tant est qu'elles existent... mais ce serait inimaginable en Suisse. Ce sentiment de supériorité, bien ancré dans l'inconscient collectif suisse, complique encore la gestion de la catastrophe, qui est déjà en soi une épreuve difficile à affronter.

Cela explique peut-être pourquoi certains ont vite pointé un doigt accusateur sur le Valais: on reproche au canton de négliger les contrôles et de ne pas surveiller les autorités. En affirmant qu'en Valais, tout le monde ou presque se connaît, qu'on a l'habitude de fermer les yeux et que la loi du silence règne. C'est toutefois oublier un peu vite qu'une telle proximité règne à peu près partout dans le petit pays qu'est la Suisse, dont le fonctionnement dépend en grande partie du système de milice, de l'autonomie des communes et de la subsidiarité. Un tel concours de circonstances, dans lequel pratiquement tout ce qui pouvait mal tourner a mal

Le 9 janvier 2026 a été déclaré journée de deuil nationale en Suisse. Les pompiers de Crans-Montana ont observé une minute de silence à 14 h 00 en hommage aux victimes.

Photo Laurent Gillieron, Keystone



tourné, aurait sans doute pu survenir ailleurs dans le pays.

L'image d'une Suisse fiable et sûre est aussi écornée à l'étranger, notamment en Italie, où le ton s'est progressivement durci. Car six jeunes ressortissants de ce pays voisin de la Suisse ont perdu la vie dans l'incendie, et plus de dix ont été blessés, parfois grièvement. La critique vise surtout le ministère public du Valais, accusé de commettre des erreurs et de faire preuve d'amateurisme dans la conduite de la procédure. Ainsi, le couple Moretti n'a pas été directement placé en garde à vue, ses téléphones portables n'ont pas été saisis, et un mandat de perquisition délivré dès le 1er janvier n'a été suivi d'effets que bien plus tard.

Opinions plus mesurées

Mais ces reproches sont peut-être teintés d'hypocrisie, car la confiance des Italiens envers leur propre justice est l'une des plus faibles d'Europe. En outre, le gouvernement de Giorgia Meloni est accusé d'instrumentaliser le sort des victimes à des fins de politique intérieure. En effet, un référendum sur la réforme de la justice est prévu en mars 2026, une réforme qui vise à renforcer l'influence de l'exécutif sur les autorités d'instruction et les tribunaux. Giorgia Meloni aurait donc laissé s'envenimer la discorde avec la Suisse pour faire passer à ses compatriotes le message suivant: lorsque la justice est indépendante, cela peut avoir des conséquences négatives.

On a aussi pu lire des opinions plus mesurées, comme celle du quotidien italien «La Repubblica», pour qui «ce n'est pas seulement une tragédie, c'est une défaite culturelle. Une illusion qui se brise sur le mur de la réalité, car même le pays le plus discipliné peut trébucher, s'il relâche sa vigilance».



Le peuple soutient les médias de service public

Les moyens de la Société suisse de radiodiffusion et télévision (SSR) ne seront pas réduits de moitié: lors de la votation du 8 mars 2026, le peuple et les cantons ont clairement refusé l'«initiative SSR». Néanmoins, il s'agit à présent de déterminer où le groupe audiovisuel public doit faire des économies.

SUSANNE WENGER

L'initiative «200 francs, ça suffit!» faisait partie des cinq objets soumis au peuple lors d'un dimanche de votation bien chargé. Sur tous les sujets (audiovisuel public, fiscalité, argent liquide et fonds climat), les votants ont suivi les recommandations du Conseil fédéral et du Parlement (voir graphiques). Plus élevée que d'habitude, la participation a atteint plus de 55 %, et l'initiative SSR a particulièrement mobilisé l'opinion. Avec l'Union démocratique du centre (UDC), certains milieux de droite voulaient faire passer la redevance annuelle des ménages de 335 à 200 francs, et en exempter les entreprises.

Le budget de la SSR, qui diffuse dans les quatre régions linguistiques et s'adresse même à la Cinquième Suisse par son offre à l'étranger, aurait ainsi été amputé de moitié («Revue» 1/2026). Toutefois, 61,9 % des citoyens ont refusé l'initiative. Aucun canton ne l'a acceptée, et les Suisses de l'étranger l'ont rejetée à 65,8 %, soit plus nettement encore que la moyenne nationale. Susanne Wille, directrice générale de la SSR, interprète ce résultat comme un «vrai témoignage de confiance». En 2018 déjà, le peuple avait soutenu la SSR en balayant une initiative visant à supprimer la redevance.

Les économies restent de mise

Mais pour la directrice, l'heure n'est pas pour autant à la détente. En effet, la SSR doit économiser 270 millions de francs d'ici 2029, soit 17 % de son budget. Ceci est dû aux baisses des recettes publicitaires et à la réduction de la redevance: avant la votation, le Conseil fédéral avait déjà décidé de ramener progressivement celle-ci à 300 francs dès 2027 et d'en dispenser davantage d'entreprises. Ainsi, les revenus de la SSR vont diminuer malgré le refus de l'initiative, même si ce sera de manière moins drastique. Le conseiller fédéral en charge des médias, Albert Rösti (UDC), qui faisait partie des promoteurs de l'initiative lorsqu'il était encore parlementaire, a présenté cette solution comme un «contre-projet».

L'interprétation du résultat de la votation fait déjà l'objet de vifs débats. Car la concession de la SSR – le mandat que le Conseil fédéral renouvelle régulièrement sur une base légale – arrive à échéance en 2028. Albert Rösti a fait savoir qu'à partir de 2029, la SSR devrait se concentrer da-



Si la directrice générale de la SSR, Susanne Wille, se dit soulagée par le résultat de la votation, l'heure n'est pas à la détente. Photo Alessandro della Valle, Keystone

vantage sur l'information, la culture et la formation, au détriment du sport et du divertissement.

Mécontentement dans le camp gagnant

Ces plans irritent les vainqueurs du scrutin, pour qui le peuple a plébiscité un service public varié au programme exhaustif. Dans la nouvelle concession, l'offre numérique de la SSR jouera aussi un rôle. Certains groupes de médias privés exigent qu'elle ne constitue pas une trop forte concurrence en ligne. L'exécutif gardera la haute main

sur la concession, mais les partis, associations et organisations seront consultés en 2027.

Bâle suspend le vote électronique après une panne

Lors de la votation du 8 mars 2026, le canton de Bâle-Ville n'a pas pu ouvrir l'urne électronique en raison de problèmes techniques liés aux clés USB nécessaires au décryptage. Ainsi, 2048 voix de Suisses de l'étranger ou en situation de handicap n'ont pas pu être prises en compte. Au moment de boucler ce numéro de la «Revue Suisse», on ignore encore si l'urne numérique pourra être ouverte pour la confirmation officielle des résultats par la Confédération, dans le courant de mars. Les voix manquantes ne changeraient pas l'issue du scrutin, car tous les objets de vote ont obtenu une nette majorité. Mais cette panne a suscité une certaine colère, et n'est pas restée sans conséquences.

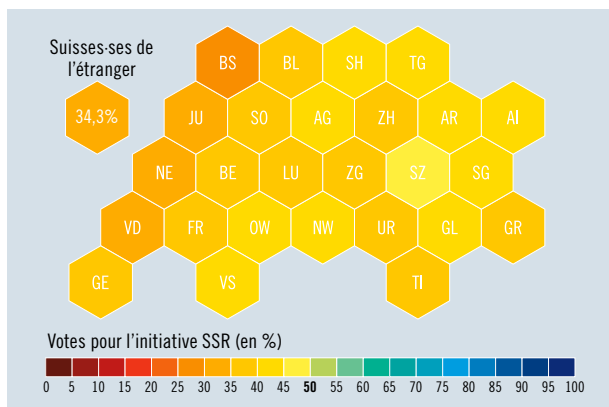
Le canton a suspendu les essais d'e-voting jusqu'à la fin de 2026 et a ordonné une enquête externe. Quelques jours après le vote, on a même soupçonné une tentative de fraude volontaire, et le ministère public a ouvert une procédure pénale. Les autorités ont souligné que la panne n'était pas liée au système de vote électronique proprement dit, mais les détracteurs de cette solution y ont vu une confirmation de leur méfiance. Des essais sont actuellement menés dans quatre cantons, soit Bâle-Ville, Saint-Gall, la Thurgovie et les Grisons. 10'300 Suisses de l'étranger votent à Bâle-Ville.

(SWE)

L'impact des mesures d'économie de la SSR sur son offre internationale, notamment la plateforme en dix langues Swissinfo, est encore mal défini. Toutefois, après le Conseil des États à l'hiver 2025, le Conseil national a maintenu au printemps 2026 la contribution fédérale destinée à l'offre internationale. Le gou-

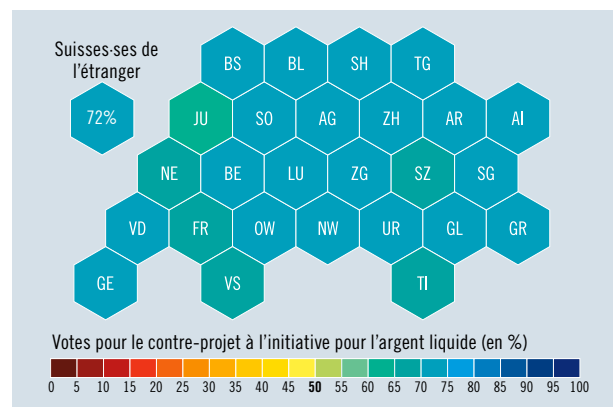
vernement aurait souhaité y mettre fin dans le cadre d'économies budgétaires de grande envergure. Cette offre est financée à parts égales par des fonds fédéraux et par la redevance de la SSR. La décision du Parlement garantit désormais le maintien des fonds fédéraux.

Non à l'initiative SSR



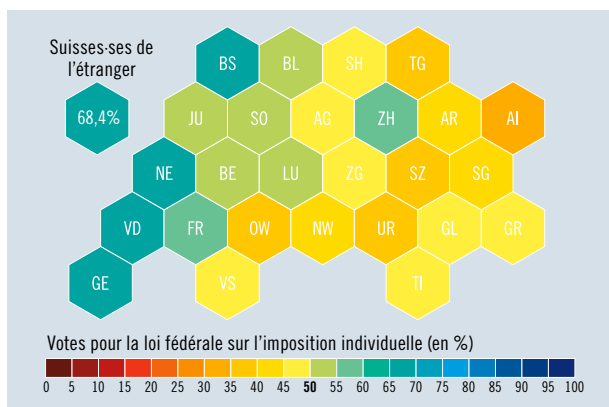
En Suisse, seuls 38,1 % des citoyens ont voté pour l'initiative de l'UDC et de l'Union suisse des arts et métiers. Et tous les cantons ont refusé la baisse drastique de la redevance de radio-télévision, le résultat le plus serré ayant été enregistré à Schwytz. La Cinquième Suisse a exprimé plus clairement que la moyenne nationale son attachement à l'audiovisuel public.

Argent liquide dans la Constitution: Oui au contre-projet



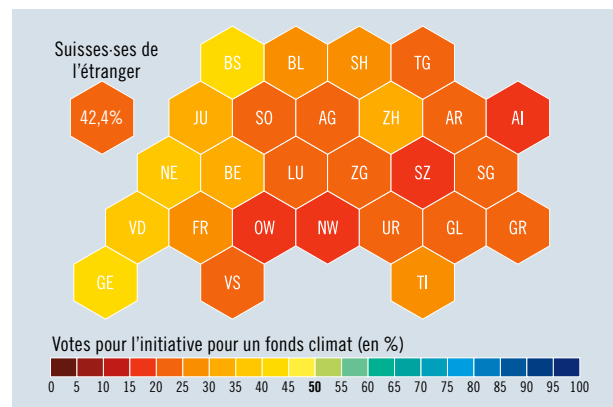
La protection de l'argent liquide («Revue» 5/2025) sera inscrite dans la Constitution, mais pas de la façon exigée par l'initiative, laquelle a été rejetée. Le contre-projet plus modéré du Conseil fédéral et du Parlement a été largement approuvé, comme le montre la carte: 73,4 % de «oui», et un peu moins dans la diaspora.

Oui à l'imposition individuelle



Avec 54,3 % de «oui», le peuple a accepté une réforme fiscale: désormais, chaque personne sera imposée indépendamment de son état civil. La Cinquième Suisse a aussi voté pour, et de manière plus claire encore. La «pénalisation du mariage» est ainsi supprimée, n'en déplaise aux quelques cantons qui avaient lancé un référendum. La réforme devra être mise en œuvre d'ici 2032.

Non à l'initiative pour un fonds climat



Le peuple ne veut pas constituer un fonds de plusieurs milliards pour la protection du climat: l'initiative des Verts et du PS a été refusée à 70,7 %. La Cinquième Suisse s'est montrée un peu moins réticente, mais a également voté «non». Moins médiatisé que les autres, cet objet («Revue» 1/2026) n'a pas vraiment suscité de débat public.



L'accès au service civil se complique

En Suisse aussi, la situation en matière de politique de sécurité s'est dégradée. Toutefois, de plus en plus de jeunes s'engagent dans le service civil, et non dans l'armée. Des durcissements sont prévus pour changer cela.

EVELINE RUTZ

Elles s'occupent de personnes atteintes de démence, effectuent des travaux agricoles ou fournissent un appui aux enseignants. Entre 6000 et 7000 personnes s'engagent chaque année dans le service civil. C'est trop, affirme le Conseil fédéral et une majorité du Parlement: ce personnel manque à l'armée, qui en a pourtant urgemment besoin. D'autant plus que le contexte politico-sécuritaire s'est dramatiquement détérioré ces dernières années. «À une époque où l'on parle de réarmement, de capacité de mobilisation et de résistance, ces chiffres sont tout simplement scandaleux», s'indigne la conseillère nationale UDC Stefanie Heimgartner. La Suisse, dit-elle, «ne peut plus se permettre de perdre un nombre aussi colossal de soldats de milice». En 2025, les Chambres fédérales ont décidé de compliquer l'accès au service civil et de réduire les admissions à environ 4000 par an, pour un nombre total de jeunes hommes aptes au service d'environ 30 000 à 35 000. Un référendum a été lancé, et une votation aura donc lieu le 14 juin 2026.

Le nombre de civilistes a nettement augmenté depuis que le système a changé en 2008. Auparavant, les aspirants au service civil devaient prouver à une commission

qu'ils souffraient d'un conflit de conscience. Ils étaient près de 1700 à être admis annuellement. Au début de 2009, l'examen de conscience a été remplacé par la «preuve par l'acte». Le législateur partait du principe que quiconque était prêt à effectuer 1,5 fois plus de jours de service était de bonne foi. Le service civil dure en effet 368 jours, contre 245 pour le service militaire. Mais pour les partisans de la réforme prévue, l'accès au service de remplacement est devenu ainsi trop facile.

Les effectifs de l'armée en danger

«Le service civil n'a jamais été conçu comme une option offerte à tout le monde», souligne le conseiller national centriste Martin Candinas, mais, précise-t-il, comme une exception pour les personnes qui ne peuvent pas effectuer un service militaire pour des raisons de conscience. «Il n'est pas question de choisir le type de service obligatoire que l'on accomplit en fonction de ses goûts ou par commodité», relève-t-il.

Pour le politicien UDC Thomas Hurter, les nombreuses admissions au service civil sont contraires à la Constitution. «Aujourd'hui, on offre de fait une liberté de

choix entre le service militaire et civil.» Ce qui, selon lui, met en danger les effectifs de l'armée et, partant, la capacité de la Suisse à se défendre.

Éviter surtout les changements tardifs

Il est prévu notamment d'accroître les obstacles pour les soldats qui, du service militaire, passent au service civil. En 2023, près d'un tiers des demandes relevait de ce type de cas. À l'avenir, ces personnes devront effectuer au moins 150 jours de service civil. Les cadres de l'armée qui veulent devenir civilistes devront aussi effectuer un service d'une durée 1,5 fois plus longue. Pour conserver des médecins dans l'armée, il est en outre prévu d'interdire les affectations civiles qui requièrent des études de médecine humaine, dentaire ou vétérinaire.

Les individus qui quittent l'école de recrues avant la fin seront quant à eux astreints au service civil la même année: jusqu'ici, ils pouvaient le reporter pendant trois ans.

Des durcissements contre-productifs?

Pour l'alliance référendaire, constituée du PS, des Verts, du PEV et d'associations professionnelles, ces «obstacles» ne servent qu'à réduire l'attrait du service civil. «Mais ils ne renforceront pas forcément celui de l'armée», relève la conseillère nationale PS Priska Seiler Graf, qui note qu'il faudrait pour cela d'autres mesures. Pour elle, ce projet est contre-productif: «Il relancera tout au plus le recours au système D, c'est-à-dire à la réforme pour raisons médicales.» Ainsi, les deux organisations manqueront de personnel.

Le service civil est un «pilier porteur de notre société», relève le conseiller national Vert Gerhard Andrey. Des milliers de jeunes effectuent chaque année leur service dans des «secteurs où la pénurie de main-d'œuvre qualifiée est aiguë et s'aggravera encore demain». Et c'est là, affirme-t-il, que les durcissements prévus feront mal, «au détriment de la société et non au profit de l'armée».



Situation des Suisses de l'étranger

En temps de paix, les Suisses de l'étranger sont dispensés du recrutement et du service militaire. Ils peuvent néanmoins se porter volontaires à l'armée, ce qu'ils sont de plus en plus nombreux à faire. En 2025, 114 personnes ont été recrutées à l'étranger, contre 57 en 2021. Sur ces volontaires, certains pourraient aussi devenir civilistes s'ils font état d'un conflit de conscience lors du recrutement ou à l'école de recrues. Mais il devrait s'agir là de cas isolés.

Photo Office fédéral du service civil CIVI

(ERU)

La Suisse rêve à nouveau de Jeux olympiques

Cette fois devrait être la bonne: les Jeux olympiques et paralympiques d'hiver pourraient avoir lieu en Suisse en 2038. Un nouveau concept décentralisé pourrait convaincre la population.



Ruth Metzler-Arnold, présidente de Swiss Olympic (à gauche), et Ruth Wipfli Steinegger, coprésidente de Switzerland 2038, avant le début d'une conférence de presse de l'association Switzerland 2038 sur l'avancée du projet de candidature «Jeux olympiques et paralympiques d'hiver en Suisse». Photo Peter Klauzner, Keystone

EVELINE RUTZ

Curling à Genève, saut à ski à Engelberg et luge à Saint-Moritz: des compétitions de haut niveau pourraient avoir lieu en Suisse en 2038. Le pays envisage en effet de se porter candidat à l'accueil des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver. Il entretient déjà un «dialogue privilégié» avec le Comité international olympique (CIO); en d'autres termes, la Suisse ne devra pas se battre contre d'autres candidatures. Si elle veut organiser l'événement et remplit les conditions du CIO, elle obtiendra l'adjudication.

«C'est une réelle opportunité», s'enthousiasme Ruth Wipfli Steinegger, coprésidente de l'association Switzerland 2038. La Suisse a été la candidate la plus convaincante aux yeux du CIO, raison pour laquelle elle bénéficie de ces conditions exclusives. Elle fera les choses à sa manière et montrera qu'on peut organiser des Jeux olympiques sans gigantisme. «Ces jeux seront plus petits et plus respectueux de l'environnement.»

Le concept mise sur des installations sportives et des infrastructures de transport qui existent déjà. Les compétitions seront réparties dans toutes les parties et régions linguistiques du pays. Huit lieux sont prévus pour les accueillir. Les athlètes résideront

«La Suisse fera les choses à sa manière et montrera qu'on peut organiser des Jeux olympiques sans gigantisme. Ces jeux seront plus petits et plus respectueux de l'environnement.»

Ruth Wipfli Steinegger, coprésidente de l'association Switzerland 2038

dans trois «clusters» (Romandie, Lucerne et Grisons). Ce serait la première fois que les Jeux olympiques ne seraient pas organisés par une ville ou une région, mais par un pays. Ruth Metzler-Arnold, présidente de Swiss Olympic et ancienne conseillère fédérale, parle d'un «projet pour toute la Suisse». La population fera partie des jeux et en profitera à long terme.

Une population jusqu'ici sceptique

Ces dernières années, le peuple a fait échec à ces rêves de Jeux olympiques, craignant des

dépenses élevées pour les communes, un afflux massif de touristes et des conséquences délétères pour l'environnement. En 2013 et 2018, deux projets locaux – aux Grisons et en Valais – ont été rejetés. Pour réduire les nuisances pour la population, les responsables échafaudent désormais des plans à l'échelle du pays. Ils entendent renoncer à toute nouvelle construction et faire appel à des investisseurs privés. Ceux-ci financeraient le projet à plus de 80 % et supporteraient les éventuelles pertes. La Confédération devrait déboursier environ 200 millions de francs, et les cantons et communes tout autant.

La Suisse doit déposer sa candidature en 2027: par conséquent, le timing est serré. Le Parlement a jusqu'à la fin de l'année pour se décider. La candidature pourra ensuite être officiellement transmise au CIO. Des décisions devront également être prises aux niveaux cantonal et local. Mais ces débats devraient avoir lieu après l'approbation du CIO. Si certains cantons ou communes rejetaient le projet, les disciplines sportives concernées devraient changer de lieu. Cette flexibilité est garantie, confirme Ruth Wipfli Steinegger, qui concède: «Nous devons effectuer un gros travail de persuasion, à tous les niveaux de la société.»

Du heavy metal à l'église protestante

Offices religieux dans un bar, accompagnement spirituel aux festivals, cercles de prière autour d'une bière: depuis le début de l'année, Metalchurch est la première paroisse de heavy metal reconnue en Suisse. Les églises nationales, en recul, cherchent des moyens de se réinventer.

SUSANNE WENGER

Le pasteur de Metalchurch, Samuel Hug, reçoit la «Revue Suisse» dans son petit bureau de Kirchberg (BE), non loin de l'église protestante qui trône au cœur de la localité depuis plus de 500 ans. Sa toute jeune paroisse ne possède aucun local en propre. «Nous voulons rester mobiles», explique-t-il. Samuel Hug porte un sweat à capuche noir au logo d'un groupe. Les murs sont ornés d'affiches au style metal, et l'étagère est remplie de livres sur le metal et de centaines de CD. Le milieu apprécie les supports sonores analogiques. En écrivant ses prêches, le pasteur écoute des morceaux de metal et recherche des points de convergence avec l'Évangile. «J'en trouve toujours», assure-t-il.

Samuel Hug est marié, père de quatre fils et pasteur consacré. Auparavant, il s'occupait de deux paroisses rurales à Berne, canton qui compte le plus d'habitants protestants. En Suisse, les réformés constituent la deuxième communauté religieuse en taille après les catholiques. Samuel Hug s'est entiché de heavy metal à l'adolescence, malgré qu'on l'ait averti qu'il s'agissait là de la musique «du diable». Ces sons furieux et rebelles ne l'ont jamais lâché. Judas Priest, groupe pionnier du metal né dans la ville industrielle britannique de Birmingham, fait toujours partie de son panthéon.

Il a co-fondé Metalchurch en 2012, d'abord sous la forme d'un projet bénévole. «Nous voulions relier l'église et la scène metal», explique-t-il. Mais ce rapprochement a pris du temps. Samuel Hug et ses comparses ont dû convaincre, d'un côté, les «métalleux» qu'il ne s'agissait pas d'une opération de récupération, et, de l'autre, les cercles ecclésiastiques que l'église protestante n'allait pas partir en morceaux.

Un pas historique

Après des années d'«apprentissage mutuel», comme le dit Samuel Hug, les Églises réformées Berne-Jura-Soleure (ERBJS) l'ont engagé en tant que «pasteur innovant» à plein temps en 2022. En novembre 2025, le Synode, parlement ecclésiastique laïque, a reconnu officiellement Metalchurch – avec une seule voix contre – et lui a octroyé, en plus de la prébende du pasteur, une subvention annuelle de 180 000 francs. Motif: la paroisse atteint des personnes qui, autrement, ne viendraient pas à l'église. Elle s'est renforcée et agrandie depuis sa création, note le porte-parole des ERBJS, Markus Dutschler, et le Synode a admis qu'elle offrait un «refuge spirituel» à de nombreuses personnes.

Le vin de la Sainte-Cène est servi dans des cornes. Le pasteur metal Samuel Hug (à gauche) en plein culte, avec à ses côtés l'animatrice Noemi Stoller.
Photo MAD/Marcel Gisin



Cette nouveauté dans l'histoire de l'Église est remarquable. Les trois Églises nationales de droit public de la Suisse – catholique, évangélique réformée et catholique-chrétienne – sont traditionnellement soumises au principe de territorialité. Metalchurch, quant à elle, ne dépend pas d'un lieu mais d'un groupe de personnes. C'est inédit. Et comme elle ne peut pas, comme les paroisses locales, lever d'impôts auprès de ses fidèles, elle est financée directement par l'église cantonale. Une partie de ses fonds provient également de dons.

Les réponses du metal

Que le metal, cette contre-culture éprise de guitares hurlantes et de noirceur, ait réussi ce tour de force ne surprend pas plus que cela Samuel Hug: «Le metal s'intéresse aux grandes questions de l'existence.» Les abîmes, la douleur et les doutes dont parle aussi la Bible, dit-il, n'y sont pas refoulés, et Metalchurch y répond par le message de salut chrétien. Sa paroisse se distingue des autres sur la forme, mais pas sur le fond: «Ce qui nous relie, c'est la foi.»

L'équipe de direction compte huit personnes, dont le pasteur et une collaboratrice socio-diaconale. 125 bénévoles soutiennent Metalchurch, soit deux fois plus qu'il y a quatre ans. La paroisse ne tient aucun registre de membres: elle se crée là où elle officie. Plus de 100 personnes assistent chaque mois aux services accompagnés de musique live, qui se donnent dans un bar. Les offices sont aussi retransmis sur la radio «Drachenblut». À cela s'ajoutent, par exemple, un accompagnement spirituel dans des festivals de musique – près de 30 l'an dernier – et des séries de débats organisés dans des lieux privés et intitulés, par exemple, «Bible, bière et metal». L'église reçoit peu de demandes pour des baptêmes, mariages et funérailles metal. Ce qui, d'après Samuel Hug, reflète le recul des rituels traditionnels.

La régression des Églises nationales

La reconnaissance de Metalchurch intervient dans un contexte où le paysage religieux suisse se transforme radicalement. Autrefois dominantes, les Églises nationales perdent des fidèles depuis des décennies. D'après l'Office fédéral de la statistique, 47 % de la population faisait partie de l'Église catholique en 1980, contre 30 % aujourd'hui. L'Église évangélique réformée a subi un plus fort recul encore, passant de 45 à 19 %. En même temps, la diversité religieuse a augmenté en raison de l'immigration. Mais c'est surtout le nombre de personnes sans confession qui a explosé. Ce groupe, qui ne représentait qu'environ 4 % de la



population en 1980, englobe depuis 2024 près de 37 % de la population et a donc dépassé tous les autres.

La baisse du nombre de fidèles pèse sur les revenus des Églises nationales. Des paroisses locales fusionnent et vendent des bâtiments, y compris des églises. Pour ne pas perdre encore plus de terrain, les Églises doivent trouver de nouvelles formes d'expression: les cercles ecclésiastiques en sont convaincus, et pas seulement dans une Suisse de plus en plus sécularisée. Ils estiment que les Églises devraient transmettre leur message de manière plus «contextuelle», c'est-à-dire plus en phase avec la vie réelle. Dans l'Église d'Angleterre, il existe des paroisses classiques et des communautés alternatives, par exemple une Église forestière, qui possède les mêmes droits que les autres depuis 2008. En Suisse, où les Églises cantonales sont autonomes dans leurs prises de décision, de telles approches sont encore expérimentales.

La recette pour ramener les gens à l'église?

«Nous voulons nous ouvrir à de nouvelles formes de présence ecclésiastique», explique le porte-parole des ERBJS. Dans le cadre d'un fonds d'essai, celles-ci soutiennent plus de 30 projets, d'un centre de hip-hop à une aumônerie queer, en passant par un couvent urbain aménagé dans une église transformée. L'obtention du statut de paroisse par Metalchurch est à ce jour le signe le plus clair envoyé par une Église cantonale. D'autres congrégations émergeront-elles? L'avenir le dira. Pour le pasteur metal Samuel Hug, communicant hors pair et ministre entreprenant, une chose est sûre: «L'Église ne doit pas attendre que les gens viennent à elle. Elle doit aller les chercher là où ils sont.»

La musique live est incontournable dans les offices metal. Ici, l'ambiance est assurée par le groupe Melodic Confession.

Photo MAD/Marcel Gisin

Une «Pharmacie de chansons» pour soigner les âmes

Le musicien chaud-fonnier Louis Jucker a installé un studio d'enregistrement dans une ancienne pharmacie de Lausanne. Sur la base d'échanges avec le public, il a composé 50 chansons pop dont il a tiré un disque et un livre

STÉPHANE HERZOG

La scène se répète durant un mois, en 2024, dans une ancienne pharmacie lausannoise reconverte en studio d'enregistrement. Installé derrière des instruments faits de bric et de broc, notamment de valises, le musicien suisse Louis Jucker propose aux visiteurs une «consultation»: soit un échange avec des personnes âgées de 8 à 88 ans, dit-il, sur des problèmes de vie, qui aboutit à une chanson pop gravée sur vinyle. Chaque patient repart avec son disque sous le bras. Une autre copie du disque vient nourrir un jukebox, lequel est exposé dans deux galeries, à Nyon et Bienne. Là, les visiteurs découvrent les titres, synchronisés avec une vidéo VHS en noir et blanc où Jucker chante. Ainsi va le projet loufoque, artisanal et sensible «A Pharmacy Of Songs», publié en novembre 2025.

Des morceaux en guise de remèdes

Bricolage, intérêt pour l'expérimentation: on retrouve dans ce travail mené derrière une vitrine les ingrédients favoris du musicien chaud-fonnier (NE). L'opération de consultation des âmes, qui s'est déroulée à Lausanne, puis à Fribourg, a donné lieu à 50 morceaux, autant de «notices pharmaceutiques» issues des 50 consultations. Les titres peuvent être écoutés – et achetés – sur le site internet de l'auteur. Cette expérience a aussi donné lieu à la publication d'un livre de 200 pages. L'ouvrage contient toutes les «notices» rédigées dans ces lieux et décrit les «remèdes» proposés, le tout classé en fonction des maux ciblés, des parties du corps concernées et du dosage recommandé. Cette œuvre musicale et littéraire donne accès aux paroles des chansons. En revanche, les morceaux de musique n'ont pas été publiés sur des sites de streaming, comme Spotify par exemple. «Je ne voulais pas qu'ils apparaissent par hasard à l'écoute d'une sélection proposée



Louis Jucker écrit des chansons populaires et poétiques dans sa «pharmacie» et collabore avec des artistes de divers horizons.
Photo Michael Hartwell

par un algorithme. Ce n'est pas l'ADN de ce projet», explique le créateur polymorphe, qui aime ce qui est fait «par la main».

Une «consultation» à prix libre

Sur le site du musicien, l'internaute est invité à choisir un morceau au hasard, en sélectionnant un chiffre et une lettre. Nous avons abouti à «Undaunted» (A2). Le mal décrit par le patient? Une relation toxique, dont l'effet se manifestait, selon lui, au niveau des poumons. Voici les paroles du remède proposé par le musicien: «Ton corps est un miracle, ton âme est un don, ton histoire n'est pas écrite. Pas de honte, de blâme, de douleur, tu mérites le meilleur.» Le titre ressort d'un véritable échange. La chanson est bonne, mais ne garantit pas de résultat. «Je passais parfois une heure à écouter la personne et jusqu'à six heures à composer, enregistrer, mixer et graver le disque», raconte l'artiste. Les consultations ont eu lieu en semaine, suivant un horaire précis. À chaque patient sa fiche, complétée à la machine puis tamponnée pour validation. Au moment de venir chercher son dossier avec la prescription musicale, le patient était invité à payer la consultation tarifée à un prix libre.

La phobie du progrès

Louis Jucker appartient à une veine de créateurs qui partagent un amour du DIY (Do It Yourself) et des machines analogiques. Ce qui forme ensemble l'univers du «lo-fi», dont le vinyle, cet objet analogique qui chuinte et se dégrade au fil des écoutes, est l'un des objets phares. «Je suis phobique du progrès qui efface ce qui a été fait et aussi du tout commercial, où l'on vend du mieux, qui est surtout du neuf», résume le chanteur et guitariste, qui aime au contraire user tout appareil

«Ton corps est un miracle, ton âme est
un don, ton histoire n'est pas écrite.
Pas de honte, de blâme, de douleur,
tu mérites le meilleur.»

Extrait de la chanson «Undaunted»

jusqu'à la corde. Il cite parmi ses sources d'inspiration le musicien américain Daniel Johnston, qui envoyait des cassettes audio de ses chansons aux auditeurs.

Fils d'une marionnettiste

Né en 1987, Louis Jucker est le fils d'un enseignant féru de musique classique et d'une mère marionnettiste. Le musicien commence ses gammes au conservatoire en étudiant le violoncelle. Il effectue des études d'architecture à Lausanne, puis migre à Berlin pour faire de la musique. À 39 ans, il en est déjà à son douzième album. Les projets se succèdent sans que la question économique ne prenne plus de place que le simple nécessaire. «Je paye mes loyers et m'enrichis en donnant réalité aux projets de mes rêves», lance-t-il. Sur les hauts de Neuchâtel, le musicien vit en colocation, dans une ville où les loyers sont bas. «Cela permet aux artistes locaux de consacrer plus de temps à la création culturelle bénévole», indique-t-il. «Si je traverse une période de doute, il y a toujours quelqu'un qui passe avec une proposition. C'est un peu comme une rotation de culture en jachère», s'amuse cet inventeur.

Louis Jucker, «A Pharmacy of Songs» (Humus Records/Editions Ripopée), 2025



Le musicien Louis Jucker exprime les états d'âme humains à travers tous ses instruments. Photo Michael Hartwell

Votations fédérales

Le Conseil fédéral décide des objets au moins quatre mois à l'avance.

Lors de sa séance du 11 février 2026, le Conseil fédéral a décidé de soumettre les objets suivants à la votation populaire du 14 juin 2026.

- Initiative populaire «Pas de Suisse à 10 millions! (initiative pour la durabilité)» (FF 2026 17)
- Modification du 26 septembre 2025 de la loi fédérale sur le service civil (LSC) (FF 2025 2896)

Vous trouverez toutes les informations sur les objets soumis au vote (brochure explicative, recommandations du Parlement et du Conseil fédéral, etc.) sur www.admin.ch/votations ou dans l'application VoteInfo.



Initiatives populaires

Les initiatives populaires suivantes ont été lancées (délai de récolte des signatures entre parenthèses):

- Initiative populaire fédérale «Pour la protection des droits fondamentaux et de la démocratie dans l'espace numérique (Initiative Internet)» (3 septembre 2027)

La liste des initiatives populaires en suspens est disponible sur www.bk.admin.ch > Droits politiques > Initiatives populaires > Initiatives en suspens



Annoncez **vos** adresse(s) e-mail et numéro(s) de téléphone portable et/ou leur changement à votre représentation suisse, et inscrivez-vous via le guichet en ligne (sur le site internet du DFAE www.eda.admin.ch ou via www.swissabroad.ch) afin de choisir le mode de livraison pour la «Revue Suisse» ou d'autres publications. En cas de problème lors de l'inscription, contactez votre représentation.

L'édition actuelle de la «Revue Suisse» et les numéros précédents sont consultables sur www.revue.ch/fr, où ils peuvent être imprimés.

La «Revue Suisse» (en Italie: «Gazzetta Svizzera») est distribuée gratuitement, par voie électronique (e-mail et application iOS et Android) ou sur papier, à tous les Suisses de l'étranger inscrits auprès d'une ambassade ou d'un consulat général.

Plus de 200 ans d'activité à travers le monde!

Depuis plus de 200 ans, les associations de bienfaisance suisses soutiennent leurs compatriotes à l'étranger. Nées autrefois par nécessité, elles sont aujourd'hui des réseaux vivants de solidarité, de préservation de la culture et d'entraide mutuelle dans le monde entier.



Un témoignage de la vitalité culturelle et de la transmission des traditions suisses à travers les générations. L'Association Suisse «Helvetia San Jerónimo Norte» – Argentine. Photo MAD

AMANDINE MADZIEL

Nommées «sociétés suisses de bienfaisance», «sociétés helvétiques de bienfaisance», «associations philanthropiques suisses» ou «sociétés de secours suisse», de nombreuses associations et organisations liées aux Suisses de l'étranger existent de nos jours à travers le monde.

La Suisse, longtemps terre d'émigration

Les sociétés de bienfaisance suisses sont nées d'un besoin de relais et de soutien à la suite d'un contexte d'émigration important au 18e et 19e siècles. À cette époque, la rudesse de la vie rurale, le fléau de la pauvreté et les carences généralisées ont poussé de nombreux concitoyens à partir en quête d'un futur meilleur. Beaucoup de familles ont choisi de traverser l'Atlantique et ont posé leurs valises aux États-Unis, au Canada, en Argentine ou au Brésil, entre autres. Les pays

voisins de la Suisse tels que la France et l'Allemagne ont également été des choix de prédilection. Des associations dans les quatre coins du monde sont nées de cette migration, et beaucoup sont encore actives aujourd'hui du Canada aux Philippines, en passant par l'Amérique latine, l'Océanie ou encore l'Europe. Elles ont vu le jour aussi bien dans les pays de destination, que sur le chemin de la migration, comme dans les grands ports océaniques qu'étaient par exemple Bordeaux ou New York.

200 ans au service des Suisses

Certaines associations, telles que les sociétés suisses de bienfaisance à Paris et Bordeaux, ont fêté leurs 200 ans d'activité! Celle de Berlin a plus de 180 ans d'activité et celle de Vienne 160 ans!

Ces communautés anciennes et structurées ont développé une aspiration humani-

taire profonde. Les missions fondamentales des sociétés suisses de bienfaisance ont bien souvent été principalement motivées par le fait de «secourir le suisse indigent», loin de sa patrie. Ce relais du tissu social perdu à travers l'émigration est le témoignage d'une solidarité mise en place entre concitoyens. Le travail bénévole fourni, il faut le dire, a complété – et complète encore – les missions de l'État social en faveur de ses citoyens. Le relais des associations pallie les limites du soutien que l'aide officielle de l'État est en mesure de fournir et recrée, sous une forme propre, l'entourage perdu lorsque l'on quitte son pays d'origine. La mission principale de secours des Suisses sans ressources a beaucoup évolué et, actuellement, les activités des sociétés de bienfaisance à travers le monde sont diverses et variées.

Quelles sont «dans les grandes lignes» les activités actuelles des sociétés de bienfaisance?

Soutien économique et social aux compatriotes dans le besoin

Beaucoup de sociétés proposent toujours un soutien économique concret aux concitoyens dans le besoin, lorsqu'une forme de vulnérabilité est présente: une aide financière ponctuelle est parfois possible, un soutien social aux personnes âgées isolées ou encore une assistance pour des démarches administratives se fait dans de nombreuses associations. Elles assument ainsi des tâches complémentaires précieuses en complément de ce que les instances officielles peuvent offrir.

Jeunes Suisses de l'étranger

Un soutien aux jeunes Suisses de l'étranger est également visible dans de nombreuses associations. Des bourses d'études partielles ou des aides éducatives peuvent dans certains cas être disponibles. Des conseils et recommandations sur les démarches administratives sont offerts.

Maintien des liens avec la culture suisse d'origine

Célébrations, recettes typiques, fêtes traditionnelles ou folkloriques perpétuent les coutumes et traditions locales suisses. Ainsi vivent les traditions au-delà des frontières. L'organisation de tels événements permet de cultiver le sentiment d'appartenance de la diaspora.

Promotion des langues suisses

Le multilinguisme, particularité de la Suisse, est également porté par les sociétés suisses de bienfaisance qui souvent proposent des

activités bilingues ou inclusives des différentes langues nationales suisses.

Réseautage communautaire entre Suisses

Les espaces de rencontres de la diaspora permettent de faire des échanges, partager des intérêts communs et maintenir un contact entre concitoyens. Les liens entre expatriés, l'accueil de nouvelles familles arrivées ou le soutien aux étudiants provenant de Suisse peuvent être un premier point de départ pour les concitoyens à l'étranger.

Représentation des intérêts des Suisses de l'étranger

Les sociétés de bienfaisance collaborent avec les représentations suisses à l'étranger, consulats et ambassades, ainsi qu'avec l'Organisation des Suisses de l'étranger. Les intérêts de la Cinquième Suisse sont défendus et rendus visibles.

200 ans au service des Suisses, deux siècles d'engagement fidèle et de dévouement, illustrant la force du lien communautaire et la permanence des valeurs de solidarité.

«Un mot» sur les autres institutions Suisses à l'étranger

En France par exemple, d'autres institutions comme l'Hôpital Suisse de Paris inauguré en 1970 est toujours en activité. Créée principalement par des Suisses et des binationaux, l'hôpital initialement prévu pour accueillir les Suisses résidents dans la région, est bien

entendu ouvert à tout le monde. L'Hôpital Suisse de Paris est le seul hôpital en activité au-delà des frontières.

Il existe également à proximité de l'hôpital, un EPHAD Suisse à Issy-les-Moulineaux, en région parisienne.

Quel avenir pour les organisations de Suisses de l'étranger?

Force est d'admirer que le travail de lien effectué par ces associations perdure à travers le temps et que les activités des sociétés de bienfaisance ont su évoluer avec modernité.

Cette solidarité, reproduite par de multiples associations dans de très nombreux pays, témoigne d'une organisation des Suisses de l'étranger unique en son genre et profondément philanthropique. Cette solidarité au-delà des frontières est inspirante à bien des égards.

Afin que le lien perdure, l'engagement bénévole des nouvelles générations est nécessaire. L'espoir de susciter un intérêt de leur part est donc vif.

Les informations de cet article sont générales et non exhaustives. N'hésitez pas à contacter les sociétés de bienfaisance actives dans votre pays de domicile, soit si vous en ressentez le besoin, soit si vous souhaitez apporter votre pierre à l'édifice en vous engageant!

Cet article complète celui paru en Juillet 2022 («Revue» 3/22) et disponible ici: www.revue.link/entraide

Études universitaires après l'apprentissage?

Le système de formation suisse est connu pour sa grande perméabilité et permet des parcours de formation flexibles. L'apprentissage professionnel est particulièrement apprécié. Et même après cela, la voie vers des études au niveau universitaire reste ouverte.

RUTH VON GUNTEN

L'apprentissage comme base et point de départ

En Suisse, environ deux tiers des jeunes optent, après la scolarité obligatoire, pour un apprentissage professionnel. Ils peuvent choisir parmi quelque 250 métiers différents, allant des professions techniques aux métiers de la santé et du social, en passant par les professions commerciales ou créatives. L'apprentissage dure trois ou quatre ans et se conclut par l'obtention du certificat fédéral de capacité (CFC). Pendant la formation, les apprentis travaillent en général trois à quatre jours par semaine dans l'entreprise formatrice et suivent un à deux jours de cours à l'école professionnelle. Ils acquièrent ainsi à la fois des compétences pratiques et des connaissances théoriques spécifiques. Durant leur apprentissage, les apprentis perçoivent également un petit salaire.

La maturité professionnelle comme sésame

Pendant ou après l'apprentissage, environ un quart des jeunes suivent une maturité professionnelle, qui complète la formation professionnelle initiale par une culture générale approfondie. Celle-ci permet aux titulaires d'accéder à une haute école spécialisée (HES). Celles et ceux qui souhaitent étudier dans une université ou dans l'une des Écoles polytechniques fédérales (EPF) peuvent y accéder en réussissant l'examen complémentaire Passerelle.

Études universitaires dans une haute école spécialisée

Les hautes écoles spécialisées proposent des études universitaires orientées vers la pratique dans des domaines tels que la technique, l'économie, la santé, le travail social, l'art, le design ou la musique. Comme dans les universités à orientation plus scientifique et théorique, on y trouve un bachelor en trois ans,



Les hautes écoles spécialisées proposent régulièrement aux futurs étudiants intéressés des séances d'information afin qu'ils puissent s'informer sur les filières proposées. Photo Pati Grabowicz, Hochschule für Gestaltung und Kunst Basel, MAD

suivi d'un master d'une durée de trois à quatre semestres. Certains programmes d'études sont également proposés en anglais.

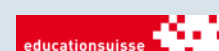
L'admission dans une haute école spécialisée se fait en règle générale après un apprentissage et une maturité professionnelle. Elle est toutefois aussi possible avec une maturité gymnasiale complétée par une année de stage dans le futur domaine d'études. Certaines hautes écoles spécialisées proposent également des programmes de bachelor d'une durée de quatre ans, intégrant la pratique.

Un système éprouvé

La combinaison d'un apprentissage et d'études au niveau universitaire dans une haute école spécialisée s'impose de plus en plus comme une voie couronnée de succès. D'une part, elle permet aux jeunes d'entrer dans le monde du travail de manière concrète et flexible, et d'autre part, elle met à la disposition des entreprises des spécia-

listes et des cadres bien qualifiés. Cette voie incarne la perméabilité, l'égalité des chances et un solide lien entre théorie et pratique, et elle ouvre de nombreuses perspectives pour l'avenir.

educationsuisse est l'organisation faitière des 17 écoles suisses à l'étranger reconnues par la Confédération. educationsuisse conseille et soutient les jeunes Suissesses et Suisses de l'étranger, ainsi que les élèves des écoles suisses à l'étranger, qui souhaitent suivre une formation en Suisse.



educationsuisse
Formation en Suisse
Alpenstrasse 26
3006 Berne, Suisse
+41 31 356 61 04
info@educationsuisse.ch
www.educationsuisse.ch



Un nouvel an dans la neige avec la SJAS

Le camp de vacances d'hiver de la SJAS remonte à quelque temps déjà, mais les souvenirs qu'il a laissés sont encore bien vivants. De nouvelles amitiés, des soirées jeux, et des participants qui se sont adonnés avec joie aux sports d'hiver, qu'ils soient novices ou déjà expérimentés en ski ou snowboard.

Les personnes qui souhaitent participer au prochain camp d'hiver à Valbella ou au JUSKILA à la Lenk peuvent se manifester dès à présent: les inscriptions pour la saison d'hiver 2026/2027 sont ouvertes! Nous avons hâte de retrouver des habitués et de découvrir de nouveaux visages venus du monde entier.

Formation pour moniteurs et monitrices


Notre cours de formation combiné (cours de base + cours avancé Jeunesse+Sport) a eu lieu début avril. 18 futurs moniteurs et 4 chefs de camp y ont participé. Par petits groupes mixtes, ils ont élaboré un camp de vacances de plusieurs jours, profitant des échanges et expériences faites par les uns et les autres. Une excursion

de deux jours et des moments de convivialité ont renforcé la cohésion du groupe. Grâce aux Suisses de l'étranger, aux civilistes et aux autres chefs de camps qui ont participé à la formation, celle-ci a été une véritable expérience internationale et plurilingue.

Séance d'information numérique pour les parents

Pour les parents dont aucun enfant n'a encore participé à un camp de la SJAS, celle-ci organise une séance d'information en ligne le 4 juin 2026 de 16h à 17h. Après une brève présentation des camps de vacances par le secrétariat, nous répondrons aux questions des participants. La réunion se tiendra en anglais et sera enregistrée. L'inscription n'est pas obligatoire.

RAYA KELLER


 Stiftung für junge Auslandschweizer
 Fondation pour les enfants suisses à l'étranger
 The foundation for young swiss abroad
 Fondazione per i giovani svizzeri all'estero

Fondation pour les enfants suisses à l'étranger (SJAS)
 Alpenstrasse 24
 3006 Berne, Suisse
 +41 31 356 61 16
 info@sjas.ch / www.sjas.ch



Que ce soit pour apprendre à skier ou perfectionner ses compétences, le camp de vacances d'hiver offre des conditions idéales. Photo Pixofluna

ETIAS: information importante pour les voyageurs



Le nouveau système européen de voyage ETIAS pourrait modifier aussi les conditions d'entrée en Suisse. Photo iStock

REBEKKA THEILER-RUF

Avec l'introduction prévue du nouveau système européen de voyage ETIAS (European Travel Information and Authorisation System) à la fin de 2026, de nouvelles conditions d'entrée dans l'espace Schengen, et donc aussi en Suisse, s'appliqueront à l'avenir.

Les personnes principalement concernées sont les ressortissants d'États tiers qui ne sont pas soumis à l'obligation du visa et veulent effectuer un court séjour ne dépassant pas 90 jours en Europe. Ces personnes devront à l'avenir demander une autorisation de voyage ETIAS. Les citoyens suisses qui, avec un passeport valable, veulent entrer dans un pays de l'espace Schengen ne sont pas concernés par ces nouvelles règles. Il apparaît cependant que ces dernières peuvent avoir des conséquences pour les Suisses de l'étranger possédant plusieurs nationalités, en tout cas s'ils voyagent avec le passeport d'un État tiers sans visa. La difficulté réside dans le fait que toutes les nationalités doivent être indiquées dans le cadre de la demande d'autorisation ETIAS.

Les citoyens suisses qui, par exemple, possèdent également la nationalité américaine, canadienne ou australienne, devront, d'après ce que l'on sait aujourd'hui, présenter aussi leur passeport suisse valide (passeport suisse en cours de validité) en pénétrant dans l'espace Schengen. Nous vous recommandons donc de vous tenir au courant des nouvelles formalités d'entrée dans l'espace Schengen et, si vous prévoyez de vous y rendre, de vous informer suffisamment tôt sur les documents à réunir pour voyager.

Vous trouverez des informations officielles et actuelles sur: www.revue.link/etias

L'Organisation des Suisses de l'étranger suivra l'évolution de la situation de près. Dès que nous aurons des précisions concrètes sur l'application de l'autorisation de voyage, nous vous en informerons via nos canaux.

L'ETIAS sera également un sujet central du webinaire du 16 juin 2026, organisé avec le DFAE et Soliswiss. www.revue.link/webinaires

AVRIL 2026

Revue Suisse

La revue des Suisses·ses de l'étranger



Un petit morceau de Suisse, grâce à vous

Chères lectrices, chers lecteurs,

Avec chaque numéro de la «Revue Suisse», vous recevez un petit morceau de Suisse dans votre boîte aux lettres. Dans notre numéro de décembre, nous vous avons priés de faire un geste pour assurer l'avenir de notre revue. Aujourd'hui, c'est avec une grande reconnaissance que nous vous annonçons que vous avez été nombreux à répondre à l'appel.

Dans les deux premiers mois suivant notre sollicitation, nous avons déjà reçu plus de 50'000 francs de dons. Cet argent servira directement à assurer notre offre rédactionnelle. Nous sommes particulièrement touchés par le fait que de nombreux lecteurs et lectrices nous ont soutenus même par de petits montants de cinq francs. Chaque centime est un signe du lien qui nous unit et montre que la «Revue» est portée par la Cinquième Suisse et son lectorat. Cela nous encourage beaucoup!

La «Revue Suisse» relate l'actualité politique, économique et sociétale de la Suisse par un journalisme compétent et indépendant, adapté aux besoins des Suisses de l'étranger. Ce travail requiert une solide expérience rédactionnelle, des recherches soigneuses et l'adaptation de nos contenus en plusieurs langues. Par votre don, vous apportez un soutien ciblé à ce journalisme

de qualité. Notre édition imprimée en particulier engendre des coûts d'impression et d'envoi importants. Les dons des lecteurs qui lisent régulièrement notre édition sur papier et souhaitent assurer sa pérennité sont d'autant plus importants.

La «Revue Suisse» est financée par l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE), qui accomplit des tâches centrales pour la Cinquième Suisse sur mandat de la Confédération. Elle s'appuie pour ce faire sur un mandat de prestations du Département fédéral des affaires étrangères. Actuellement, l'OSE est financée à plus de 80 % par des fonds fédéraux. Cette forte dépendance aux subventions signifie que d'éventuelles coupes auraient un impact immédiat sur l'OSE, et donc aussi sur la «Revue Suisse».

Dans ce contexte, l'OSE a pour objectif d'accroître son autofinancement et de renforcer son assise financière. Les dons affectés en faveur de la «Revue Suisse» constituent une contribution concrète à cet égard.

À l'avenir encore, le soutien de notre lectorat restera décisif pour garantir la qualité, l'indépendance et le rythme de parution de notre revue. Nous remercions toutes les personnes qui nous apportent cette aide par leurs dons.

Filippo Lombardi, président de l'OSE
Daniel Hunziker, directeur de l'OSE

La «Revue Suisse» a toujours besoin de vos dons

Vos dons représentent un appui financier important pour nous. Ils nous encouragent à continuer de fournir des informations de qualité aux Suisses vivant à l'étranger. Avec chaque numéro de la «Revue Suisse», vous recevez un petit morceau de la Suisse dans votre boîte aux lettres, quel que soit l'endroit du monde où vous vivez. Mais cela a un prix, et notre titre reste sous pression. Faites un geste de solidarité. Avec vous, notre équipe de rédaction veut assurer l'avenir de la «Revue Suisse» et pouvoir poursuivre son travail de journalisme indépendant. Pouvons-nous compter sur votre aide?

WALTER SCHMID, RÉDACTEUR EN CHEF

Faites un don sans tarder: toutes vos contributions aident à assurer l'avenir de la «Revue Suisse».

Faire un don par carte de crédit:

www.revue.link/creditrevue



Faire un don avec PayPal:

www.revue.link/revue



Coordonnées pour virement bancaire:

IBAN: CH97 0079 0016 1294 4609 8
Banque: Banque cantonale bernoise
Bundesplatz 8, CH-3011 Berne
BIC/SWIFT: KBBECH22

Bénéficiaire:

BCBE Berne,
compte n° 16.129.446.0.98,
Organisation des Suisses de l'étranger,
À l'attention de Monsieur A. Kiskery,
Alpenstrasse 26, CH-3006 Berne
Référence: Support Swiss Review

Contact: revue@swisscommunity.org

Camps de vacances: de riches programmes en préparation

Les camps de vacances de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE) affichent complet! Les 21 et 22 février, les moniteurs du Service des jeunes se sont réunis pour lancer les préparatifs.



Week-end de préparation 2026: l'itinéraire du «Swiss Challenge» est tracé sur la carte.
Photo Clément de Vaulchier

MARIE BLOCH

Nos camps de vacances d'été visent à proposer une expérience inoubliable aux participants. Avec les moniteurs, l'OSE prépare un programme très varié, qui mélange activités sportives, découvertes culturelles, expériences en plein air et moments de convivialité.

En février, la plupart des moniteurs se sont réunis lors d'un week-end de travail afin de concocter des camps de vacances inoubliables pour les jeunes participants. Une partie des moniteurs était sur place, quand d'autres ont participé à la réunion en ligne, depuis l'étranger, ce qui souligne aussi l'engagement des Suisses de l'étranger au sein de l'équipe d'encadrement.

Le programme continuera de prendre forme ces prochaines semaines et ces prochains mois, avec

une reconnaissance des lieux, la définition d'itinéraires de randonnée, l'organisation logistique et l'élaboration du programme d'activités.

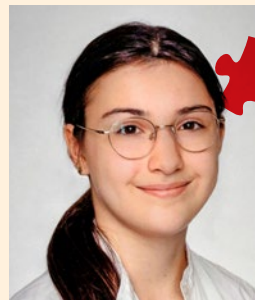
Nous remercions cordialement les moniteurs pour leur investissement remarquable en faveur des jeunes Suisses de l'étranger. Avec leur énergie, leur créativité et leur enthousiasme, ils posent le cadre de vacances pleines d'aventures, de découvertes et de nouvelles amitiés.



Organisation des Suisses de l'étranger
Alpenstrasse 26, 3006 Berne, Suisse
+41 31 356 61 17
youth@swisscommunity.org
www.swisscommunity.org



1/800 000



La Cinquième Suisse est un puzzle coloré, varié et pluri-lingue de plus de 800'000 pièces. Aujourd'hui, la pièce est posée par ...

... Caterina Ines Fusi, 15 ans, vivant depuis 12 ans à New York City, aux États-Unis. Elle est membre du Comité du Parlement des Jeunes Suisses de l'étranger (YPSA).

Peut-on avoir plusieurs patries?

Oui, je pense que c'est possible, car la patrie est le pays d'où l'on vient ou auquel on appartient. Dans mon cas, je suis suisse, italienne et américaine et je considère ces trois pays comme mes patries.

Quel film te rappelle ton pays d'origine?

Le dessin animé Heidi, qui date de 1975.

Est-il important pour toi de te retrouver régulièrement avec d'autres Suisses-ses?

Oui, c'est très important pour moi, car on peut facilement se sentir étranger à la fois dans le lieu où l'on vit et en Suisse. Parler avec d'autres Suisses de l'étranger aide à se sentir chez soi et rattaché à son pays d'origine.

Quelle est ta langue maternelle? Et quelle langue utilises-tu le plus souvent?

Ma langue maternelle est l'italien, mais c'est l'anglais que j'utilise le plus.

Penses-tu souvent à déménager?

Oui, je pense souvent à m'installer en Suisse ou en Italie. Le climat politique actuel aux États-Unis n'est pas très accueillant, et donc j'envisage de m'inscrire à l'université dans un pays de l'Union européenne ou en Suisse.

Consultez le site web du Parlement des jeunes Suisses de l'étranger (YPSA): www.ypsa.ch

En savoir plus: www.revue.link/puzzle2



En savoir plus:
switzerland.com/swisstainable

swi+zerland

J'ai besoin
de nature pure.
J'ai besoin de Suisse.